

Socfinaf S.A.
2016 RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	6
4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.	7
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	22
1. Caoutchouc	22
2. Huiles végétales	24
Environnement et responsabilité sociale	27
Chiffres clés	28
1. Indicateurs d'activités	28
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	29
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	29
Données boursières	30
Faits marquants de l'exercice	30
Déclaration sur la gouvernance d'entreprise	31
1. Introduction	31
2. Conseil d'Administration	31
3. Les Comités du Conseil d'Administration	34
3.1. Comité d'Audit	34
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	35
4. Rémunérations	35
5. Notification de l'actionnariat	35
6. Calendrier financier	36
7. Audit externe	36
8. Autres informations	36
Déclaration de conformité	37
Rapport de gestion consolidé	38
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	42
Etats financiers consolidés	44
1. Etat de la situation financière consolidée	44
2. Compte de résultat consolidé	46
3. Etat du résultat étendu consolidé	47
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	48
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	49
6. Annexe aux états financiers consolidés	50
Note 1. Généralités et méthodes comptables	50
Note 2. Filiales et entreprises associées	60
Note 3. Retraitements des filiales et impacts sur les comptes comparatifs	62
Note 4. Acquisitions d'activités	64
Note 5. Immobilisations incorporelles	65
Note 6. Immobilisations corporelles	66
Note 7. Actifs biologiques producteurs	67
Note 8. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	68
Note 9. Participations dans des entreprises associées	70
Note 10. Titres disponibles à la vente	75
Note 11. Impôts différés	76
Note 12. Stocks	77
Note 13. Créances commerciales (actifs courants)	78
Note 14. Autres créances (actifs courants)	78
Note 15. Actifs et passifs d'impôts exigibles	79
Note 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie	80

SOMMAIRE

Note 17. Capital et prime d'émission	80
Note 18. Réserve légale	80
Note 19. Engagements de retraites	81
Note 20. Dettes financières	84
Note 21. Autres dettes	86
Note 22. Instruments financiers	87
Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	89
Note 24. Dotations aux amortissements	89
Note 25. Dépréciations d'actifs	90
Note 26. Autres produits financiers	92
Note 27. Charges financières	92
Note 28. Charge d'impôts	93
Note 29. Résultat net par action	95
Note 30. Dividendes et tantièmes	95
Note 31. Informations relatives aux parties liées	95
Note 32. Engagements hors bilan	98
Note 33. Concessions de terrains agricoles	99
Note 34. Information sectorielle	100
Note 35. Gestion des risques	106
Note 36. Environnement politique et économique	109
Note 37. Evénements postérieurs à la date de clôture	109
Note 38. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	109
Rapport de gestion social	110
Rapport d'audit sur les états financiers sociaux	116
Etats financiers sociaux	118
1. Bilan au 31 décembre 2016	118
2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016	120
3. Annexe aux états financiers sociaux de l'exercice 2016	121

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

Socfinaf S.A. est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 22 octobre 1961 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinaf S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de près de 134.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas situées en Afrique. Socfinaf S.A. emploie 19.154 personnes et a réalisé, en 2016, un chiffre d'affaires consolidé de 291 millions d'euros.

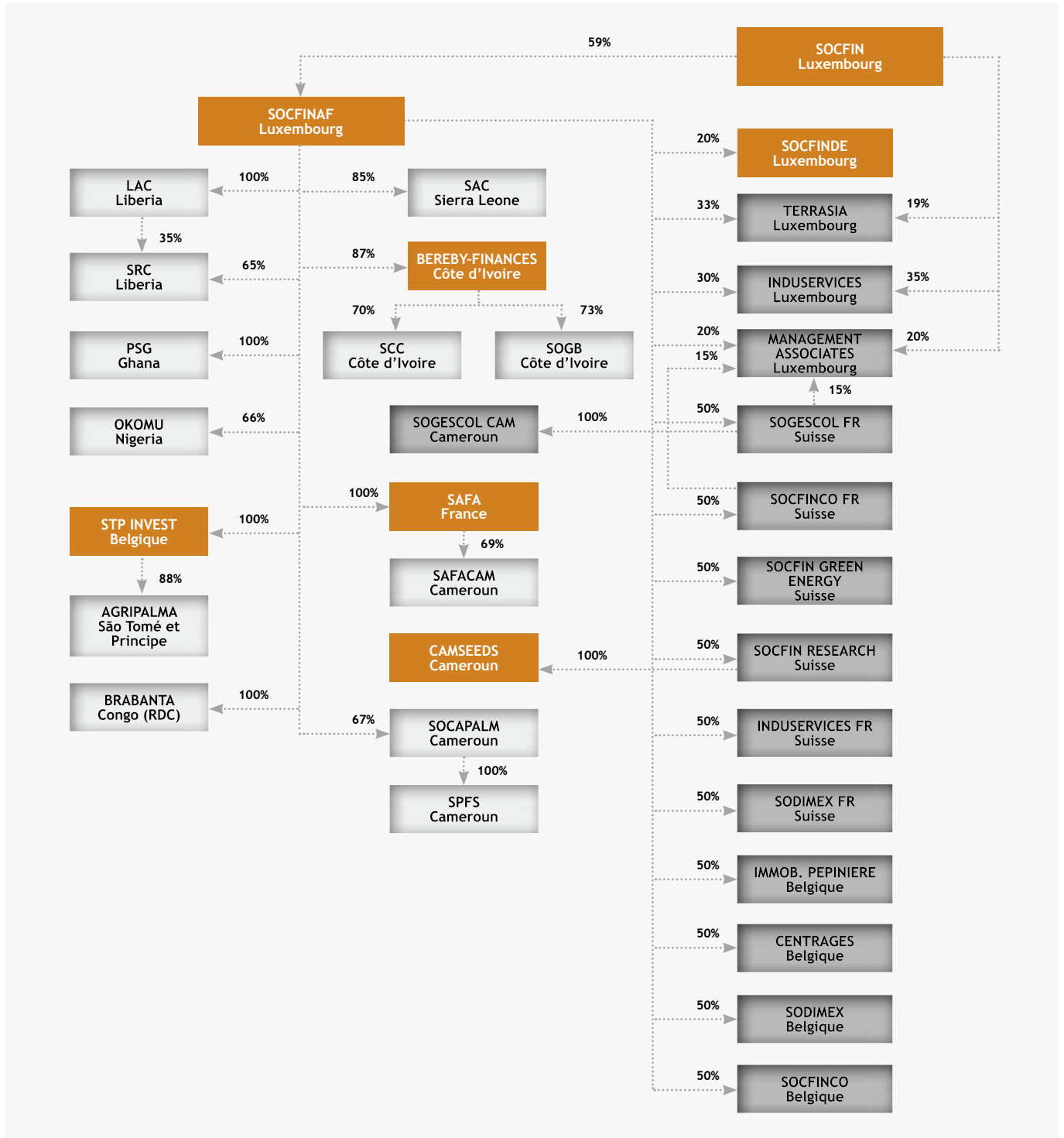
2. Historique

- **22/10/1961** Constitution de la Compagnie Internationale de Cultures sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **31/12/1961** Intercultures investit dans deux plantations congolaises à savoir la Compagnie Congolaise de l'Hévéa et Cultures Equatoriales.
- **18/04/1966** Les titres Intercultures sont admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1974** Mesure de nationalisation des entreprises industrielles par l'Etat zaïrois.
- **31/12/1976** Avancement des négociations avec le Zaïre - sortie des participations zaïroises du portefeuille et créance Zaïre comptabilisée.
- **19/05/1995** Augmentation du capital social d'Intercultures afin de relancer l'activité de la Société dans le domaine des plantations tropicales.
- **30/06/1995** Acquisition de 65% de la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » en Côte d'Ivoire via Bereby Finances « Befin » une société holding ivoirienne.
- **30/06/1997** Acquisition de 5% de Palmci, une société ivoirienne produisant de l'huile de palme.
- **30/06/1998** Augmentation du capital social et investissement au Kenya dans 70,8% de Red Lands Roses Ltd, producteur de roses et de Socfinaf Company Ltd, producteur de café.
De plus, Intercultures a acquis, via une filiale luxembourgeoise (Indufina Luxembourg) 54% d'une plantation de palmiers à huile au Nigeria, Okomu Oil Palm Company Plc.
- **31/03/1999** Intercultures continue l'expansion de ses investissements en Afrique et plus particulièrement au Liberia : acquisition de 70% de Weala Rubber Company Ltd, propriétaire d'une usine à caoutchouc et de 75% de Liberian Agricultural Company « LAC » qui dispose d'une concession d'hévéas.
- **31/03/2000** Acquisition de 89,64% de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse « SPFS », une société camerounaise active dans le secteur de la production, la transformation et le raffinage de l'huile de palme.
- **31/12/2000** Via une holding camerounaise Palmcam, Intercultures poursuit ses investissements au Cameroun dans Socapalm, une société active dans la production et la transformation d'huile de palme.
- **31/12/2001** Nouvelle augmentation du capital social qui a permis à Intercultures d'augmenter sa participation dans Okomu Oil Palm Company Plc et dans Befin (maison mère de la SOGB).
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Intercultures a acquis 99,8% de Brabanta, une société développant une plantation d'huile de palme au Congo (RDC). D'autre part, Intercultures a cédé ses participations Weala Rubber Company Ltd (Liberia) et Palmci (Côte d'Ivoire).
- **31/12/2008** Constitution de Sud Comoé Caoutchouc « SCC » (Côte d'Ivoire) via la holding ivoirienne Befin. Intercultures a cédé 60% de Red Lands Roses (Kenya).
- **31/12/2009** Augmentation de capital de Brabanta (RDC).
Augmentation de la participation dans Salala Rubber Corporation « SRC » (Liberia).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Company Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et changement de la dénomination en Socfinaf S.A.
- **01/07/2011** Division des actions par 10.
- **06/10/2011** Acquisition de 32,9% d'actions Palmcam qui est ainsi intégralement détenue par Socfinaf S.A.

Portrait du Groupe

- **31/12/2012** Acquisition de 3,4% d'actions Okomu Oil Palm Company Plc.
Constitution de Plantations Socfinaf Ghana Ltd « PSG ».
- **23/10/2013** Acquisition de 100% de STP Invest S.A., une société belge propriétaire de 88% d'Agripalma Lda, attributaire d'une concession de 5.000 hectares sur l'île de São Tomé.
- **31/12/2014** Augmentation de capital avec émission de 1.474.200 actions nouvelles souscrites par Socfin en échange de 100% des actions de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Cette dernière détient 68,93% de Safacam S.A. (Cameroun).
- **01/01/2015** Début des activités de Sogescol Cameroun et Camseeds qui ont été constituées courant 2014 respectivement par Sogescol FR S.A. et Socfin Research S.A.
- **05/10/2015** Acquisition d'actions Socapalm pour porter le pourcentage de détention à 4,57%.
- **04/11/2015** Constitution de Sodimex FR et Induservices FR.
- **01/02/2016** Liquidation de Palmcam S.A. (Cameroun).

3. Structure du Groupe



Sociétés holding

Sociétés opérationnelles

Plantations

Portrait du Groupe

4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
Sierra Leone		
Socfin Agricultural Company Ltd	109.650.000	85,00%
Liberia		
Liberian Agricultural Company	25.000	100,00%
Salala Rubber Corporation	516	64,91%
Côte d'Ivoire		
Bereby-Finances S.A.	739.995	87,06%
Ghana		
Plantations Socfinaf Ghana Ltd	750.000	100,00%
Nigeria		
Okomu Oil Palm Company Plc	630.707.910	66,12%
Cameroun		
Socapalm S.A.	3.086.856	67,46%
République Démocratique du Congo		
Brabanta S.A.	4.990	99,80%
France		
Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA »	577.200	100,00%
Belgique		
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.670	50,00%
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
STP Invest S.A.	1.800	100,00%
Luxembourg		
Socfinde S.A.	50.000	20,00%
Terrasia S.A.	3.328	33,28%
Induservices S.A.	3.000	30,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
Suisse		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	3.000	50,00%
Induservices FR S.A.	700	50,00%
Sodimex FR S.A.	675	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinaf S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD

Capital : USD 30.000.000.

SAC est active en Sierra Leone dans la production d'huile de palme.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2016			
Palmier	3.002	9.317	12.319

Concessions : 17.724 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 1.022

	2016	2015
Cours moyen USD/EUR	1,10	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,05	1,09

Chiffres clés (milliers de USD)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	137.260	120.250
Actifs circulants	5.125	5.743
Capitaux propres (*)	26.207	21.576
Dettes, provisions et tiers (*)	116.178	104.417
Résultat de l'exercice	-3.793	-8.424
Participation de Socfinaf S.A. (%)	85,00	85,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »

Capital : USD 31.105.561.

LAC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas et de la transformation de caoutchouc industriel.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2016			
Hévéa	10.048	3.753	13.801

Concessions : 121.407 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 1.834

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2016	2015
Production (tonnes)		
Caoutchouc	17.339	15.406
Chiffre d'affaires (000 EUR)	18.589	18.275
Résultat (000 EUR)	-3.272	-5.134
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,07	1,19
Cours moyen USD/EUR	1,10	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,05	1,09

Chiffre clés (milliers de USD)	2016	2015
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	75.982	72.822
Actifs circulants	10.335	13.446
Capitaux propres (*)	55.757	59.365
Dettes, provisions et tiers (*)	30.559	26.903
Résultat de l'exercice	-3.608	-5.668
Participation de Socfinaf S.A. (%)	100,00	100,00

(*) Après affectation.

Portrait du Groupe

SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »

Capital : USD 49.656.328.

SRC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2016			
Hévéa	1.554	3.062	4.616

Concessions : 8.000 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 513

	2016	2015
Cours moyen USD/EUR	1,10	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,05	1,09

Chiffres clés (milliers de USD)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	38.892	35.693
Actifs circulants	2.315	3.581
Capitaux propres	13.603	3.917
Dettes, provisions et tiers	27.604	35.357
Résultat de l'exercice	-5.282	-4.148
Participation de Socfinaf S.A. (%)	64,91	50,79

Portrait du Groupe

BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.

Capital : CFA 8.500.000.000.

Cette société de portefeuille ivoirienne détient 73,16% de SOGB et 70,01% de SCC.

SOCIÉTÉ DES CAOUTCHOUCS DU GRAND BEREBY « SOGB » S.A.

Capital : CFA 21.601.840.000.

SOGB est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2016			
Hévéa	10.616	5.245	15.861
Palmier	7.195	276	7.471
	17.811	5.521	23.332

Concessions : 34.712 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 5.718

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2016	2015
Production (tonnes)		
Caoutchouc	53.413	51.374
Huile de palme	35.277	31.384
Chiffre d'affaires (000 EUR)	85.717	81.520
Résultat (000 EUR)	9.387	9.136
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,10	1,16
Huile de palme	0,69	0,61
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

Chiffres clés (millions de CFA)	2016	2015
Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	63.967	63.669
Actifs circulants	22.533	18.366
Capitaux propres (*)	56.032	53.979
Dettes, provisions et tiers (*)	30.468	28.056
Résultat de l'exercice	6.157	5.993
Résultat distribué	4.104	4.104
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	63,69	63,69

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »

Capital : CFA 964.160.000.

SCC est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la transformation de caoutchouc industriel.

Principales données

Personnel permanent au 31/12/2016 : 280

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
Au 31 décembre	2016	2015
Production (tonnes)		
Caoutchouc	25.234	23.628
Chiffre d'affaires (000 EUR)	27.280	27.443
Résultat (000 EUR)	2.515	2.966
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,08	1,16
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

<i>Chiffres clés (millions de CFA)</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	2.670	2.840
Actifs circulants	4.810	4.559
Capitaux propres (*)	4.474	4.174
Dettes, provisions et tiers (*)	3.006	3.225
Résultat de l'exercice	1.650	1.945
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	60,95	60,95

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »

Capital : GHS 150.000.000.

PSG est active au Ghana dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2016			
Hévéa	0	643	643
Palmier	0	5.044	5.044
	0	5.687	5.687

Concessions : 18.429 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 1.271

	2016	2015
Cours moyen GHS/EUR	4,33	4,14
Cours de clôture GHS/EUR	4,43	4,13

Chiffres clés (milliers de GHS)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	233.438	199.963
Actifs circulants	3.935	7.716
Capitaux propres (*)	150.000	50.000
Dettes, provisions et tiers (*)	87.373	157.679
Résultat de l'exercice	0	0
Participation de Socfinaf S.A. (%)	100,00	100,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

OKOMU OIL PALM COMPANY PLC

Capital : NGN 476.955.000.

Okomu est active au Nigeria dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2016			
Hévéa	4.345	2.990	7.335
Palmier	9.874	4.590	14.464
	14.219	7.580	21.799

Concessions : 33.113 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 534

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2016	2015
Production (tonnes)		
Caoutchouc	6.635	7.654
Huile de palme	36.260	35.600
Chiffre d'affaires (000 EUR)	52.641	45.490
Résultat (000 EUR)	18.184	13.487
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,22	1,22
Huile de palme	1,28	1,02
Cours moyen NGN/EUR	273	214
Cours de clôture NGN/EUR	322	215

Chiffres clés (milliers de NGN)	2016	2015
Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	20.225.305	17.246.700
Actifs circulants	6.558.673	3.705.565
Capitaux propres (*)	16.977.061	12.110.380
Dettes, provisions et tiers (*)	9.806.917	8.841.885
Résultat de l'exercice	4.962.072	2.887.270
Résultat distribué	95.391	238.477
Dividende unitaire brut (NGN)	0,1	0,25
Participation de Socfinaf S.A. (%)	66,12	66,12

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCAPALM S.A.

Capital : CFA 45.757.890.000.

Socapalm est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Au 31/12/2016			
Palmier	31.827	1.074	32.901
Hévéa	1.666	413	2.079
	33.493	1.487	34.980

Concessions : 58.063 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 2 091

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
Au 31 décembre	2016	2015
Production (tonnes)		
Huile de palme	95.644	103.728
Caoutchouc	0	860
Chiffre d'affaires (000 EUR)	72.067	77.844
Résultat (000 EUR)	8.723	8.976
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Huile de palme	0,75	0,74
Caoutchouc	N.a.	0,56
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

<i>Chiffres clés (millions de CFA)</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	73.184	76.704
Actifs circulants	21.401	23.803
Capitaux propres (*)	65.547	66.002
Dettes, provisions et tiers (*)	29.038	34.505
Résultat de l'exercice	5.722	5.888
Résultat distribué	5.372	5.372
Participation de Socfinaf S.A. (%)	67,46	67,46

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCIETE ANONYME FORESTIERE ET AGRICOLE « SAFA »

Capital : EUR 4.040.400.

Cette société de droit français détient 68,93% de Safacam S.A.

SAFACAM S.A.

Capital : CFA 6.210.000.000.

Safacam est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2016			
Palmier	4.622	726	5.348
Hévéa	2.968	1.189	4.157
	7.590	1.915	9.505

Terrain agricole détenu en propre : 15.529 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 2 200

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2016	2015
Production (tonnes)		
Huile de palme	12.285	14.139
Caoutchouc	5.671	5.753
Chiffre d'affaires (000 EUR)	22.765	16.606
Résultat (000 EUR)	1.219	2.628
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Huile de palme	1,32	0,73
Caoutchouc	1,14	1,10
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

Chiffres clés (millions de CFA)		
Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	24.638	22.945
Actifs circulants	4.113	5.224
Capitaux propres (*)	20.784	21.611
Dettes, provisions et tiers (*)	7.968	6.559
Résultat de l'exercice	800	1.724
Résultat distribué	1.627	1.391
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	69,05	68,93

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A.

Capital : CFA 2.601.690.000.

SPFS est une filiale de Socapalm à hauteur de 100%. SPFS est une société de raffinage d'huile de palme.

Principales données

Personnel permanent au 31/12/2016 : 25

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Production (tonnes)		
Oléine	1.473	4.478
Chiffre d'affaires (000 EUR)	10.380	8.813
Résultat (000 EUR)	-30	41
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Huile raffinée conditionnée	1,38	1,10
Huile raffinée en vrac	1,17	1,05
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

<i>Chiffres clés (millions de CFA)</i>		
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Actifs immobilisés	1.605	1.700
Actifs circulants	2.423	2.665
Capitaux propres	2.705	2.725
Dettes, provisions et tiers	1.323	1.641
Résultat de l'exercice	-20	27
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	67,46	67,46

Portrait du Groupe

AGRIPALMA Lda

Capital : STD 156.094.090.000.

Agripalma est une société active dans la production d'huile de palme sur l'île de São Tomé.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2016			
Palmier	0	2.210	2.210

Concessions : 4.917 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 713

	2016	2015
Cours moyen STD/EUR	24.498	24.498
Cours de clôture STD/EUR	24.498	24.498

Chiffres clés (millions de STD)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	492.052	449.086
Actifs circulants	20.358	17.731
Capitaux propres	145.759	149.546
Dettes, provisions et tiers	366.651	317.271
Résultat de l'exercice	-3.787	-6.548
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	88,00	88,00

Portrait du Groupe

BRABANTA S.A.

Capital : CDF 34.243.622.100.

Brabanta est une société congolaise (RDC) active dans la production d'huile de palme.

Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Au 31/12/2016			
Palmier	4.939	1.230	6.169

Concessions : 29.540 hectares

Personnel permanent au 31/12/2016 : 2.953

	2016	2015
Cours moyen CDF/EUR	1.120	1.022
Cours de clôture CDF/EUR	1.281	1.010

Chiffres clés (millions de CDF)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	80.922	78.628
Actifs circulants	35.191	11.740
Capitaux propres (*)	12.659	15.546
Dettes, provisions et tiers (*)	103.454	74.823
Résultat de l'exercice	-6.555	-11.349
Participation de Socfinaf S.A. (%)	99,80	99,80

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOGESCOL FR S.A.

Capital : CHF 5.300.000.

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2016 par un bénéfice de USD 4.734.627. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 4.700.000.

	2016	2015
Cours moyen USD/EUR	1,10	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,05	1,09

Chiffres clés (milliers de USD)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	883	921
Actifs circulants	34.390	27.490
Capitaux propres (*)	13.617	14.582
Dettes, provisions et tiers (*)	21.656	13.829
Résultat de l'exercice	4.735	5.589
Résultat distribué	5.700	6.000
Dividende unitaire brut (USD)	1.075	1.132
Participation de Socfinaf S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000.

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2016 présente un résultat positif de EUR 5.557.910. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 6.000.000.

Chiffres clés (milliers de EUR)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	1.203	1.005
Actifs circulants	11.915	12.590
Capitaux propres (*)	11.994	12.436
Dettes, provisions et tiers (*)	1.123	1.159
Ventes et prestations	21.341	22.879
Résultat de l'exercice	5.558	5.651
Résultat distribué	6.000	6.000
Dividende unitaire brut (EUR)	4.615	4.615
Participation de Socfinaf S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

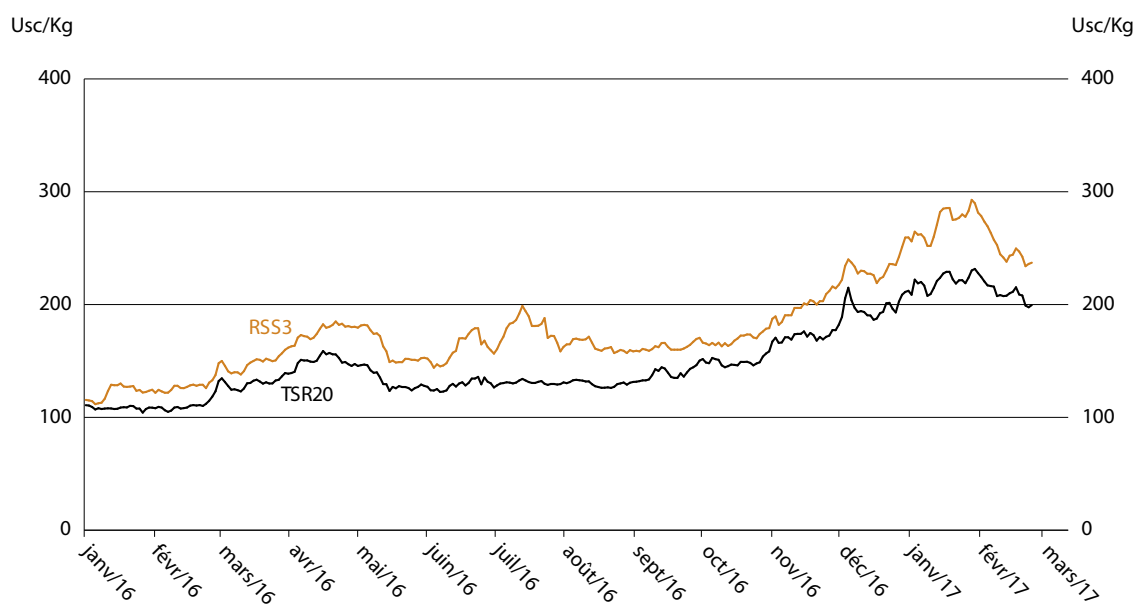
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2016

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2016 est de 1.378 USD/tonne FOB Singapour, presque inchangée par rapport à la moyenne 2015 qui était de 1.369 USD/tonne.

Les cours du caoutchouc naturel sont restés sous pression en début d'année dans un contexte d'offre toujours abondante et d'un ralentissement de la croissance de la consommation chinoise. Dans le même temps, début 2016, les marchés des matières premières ont plongé dans la lignée des fortes baisses sur les marchés financiers en Chine et à travers le monde.

Dans ce contexte, le TSR20 a atteint fin janvier son plus bas niveau depuis décembre 2008 à 1.042 USD/tonne. La pression à la baisse des cours du caoutchouc naturel a également été accentuée par la chute des cours du pétrole, le Brent étant passé sous la barre des 30 dollars le baril à la fin janvier.

Afin d'enrayer les chutes des cours, les grands pays producteurs (Thaïlande, Indonésie et Malaisie) ont annoncé dans le courant du mois de février vouloir réduire leurs exportations de caoutchouc naturel de 615.000 tonnes pendant 6 mois à partir du mois de mars. Cette annonce, couplée à une reprise des cours du pétrole et à un hivernage prononcé dans le Sud-Est asiatique, a entraîné une remontée temporaire des cours du caoutchouc qui ont atteint à la fin avril 1.588 USD/tonne, soit une hausse de plus de 50% en moins de 3 mois.

Perspectives 2017

Les cours du caoutchouc naturel ont été soutenus et très volatiles en ce début d'année. Le TSR20 (1^{re} position sur SGX) a atteint mi-février son plus haut niveau depuis plus de 3 ans à 2.316 USD/tonne FOB Singapour.

Les prix ont poursuivi leur tendance haussière dans un contexte global de demande relativement soutenue et suite aux craintes d'une possible réduction de l'offre liée aux inondations persistantes dans le sud de la Thaïlande, 1^{er} producteur mondial de caoutchouc naturel. Certains experts ont estimé que ces inondations pourraient réduire la production thaïlandaise de plus de 7% en 2017, soit environ 360.000 tonnes.

Les cours du caoutchouc synthétique ont également fortement progressé en début d'année suite à un manque de capacité de production en Asie.

A partir de la mi-février, les pluies ont cessé en Thaïlande. Dans le même temps, le gouvernement thaïlandais a mis en vente une partie importante

En l'absence d'une demande soutenue et suite à la reprise des productions après la période d'hivernage, les cours sont repartis à la baisse à partir du mois de mai et ont évolué aux alentours des 1.250-1.350 USD/tonne jusqu'à la mi-septembre.

Les cours du caoutchouc sont repartis solidement à la hausse durant le dernier trimestre 2016 et ce, suite à une accumulation de facteurs haussiers : un signal clair de reprise de la consommation chinoise de caoutchouc naturel, les inquiétudes concernant une possible réduction de l'offre suite aux inondations dans le sud de la Thaïlande, l'accord conduit par l'OPEP et d'autres pays producteurs pour réduire l'offre de pétrole, une anticipation de l'accélération de la croissance économique américaine suite au résultat de l'élection présidentielle « effet Trump » et un regain d'intérêt des fonds spéculatifs pour le caoutchouc naturel.

Après avoir atteint un niveau proche des 2.150 USD/tonne à la mi-décembre, les cours du TSR20 (1^{re} position sur SGX) ont clôturé l'année à 1.935 USD/tonne, soit une progression de près de 75% par rapport à leur niveau de début d'année.

Dans ses dernières prévisions pour l'année 2016, l'International Rubber Study Group table désormais sur un déficit de production estimé à 216.000 tonnes. L'IRSG estime actuellement la production de caoutchouc naturel en 2016 aux alentours des 12,295 millions de tonnes contre une consommation estimée à 12,511 millions de tonnes.

de ses réserves de caoutchouc naturel. Les cours du caoutchouc ont donc été corrigés pour s'approcher du niveau psychologique des 2.000 USD/tonne.

Un rééquilibrage de l'offre et de la demande pourrait se faire après la période d'hivernage. Les niveaux de cours actuels pourraient en effet encourager de nombreux planteurs à remettre leurs arbres en saignée.

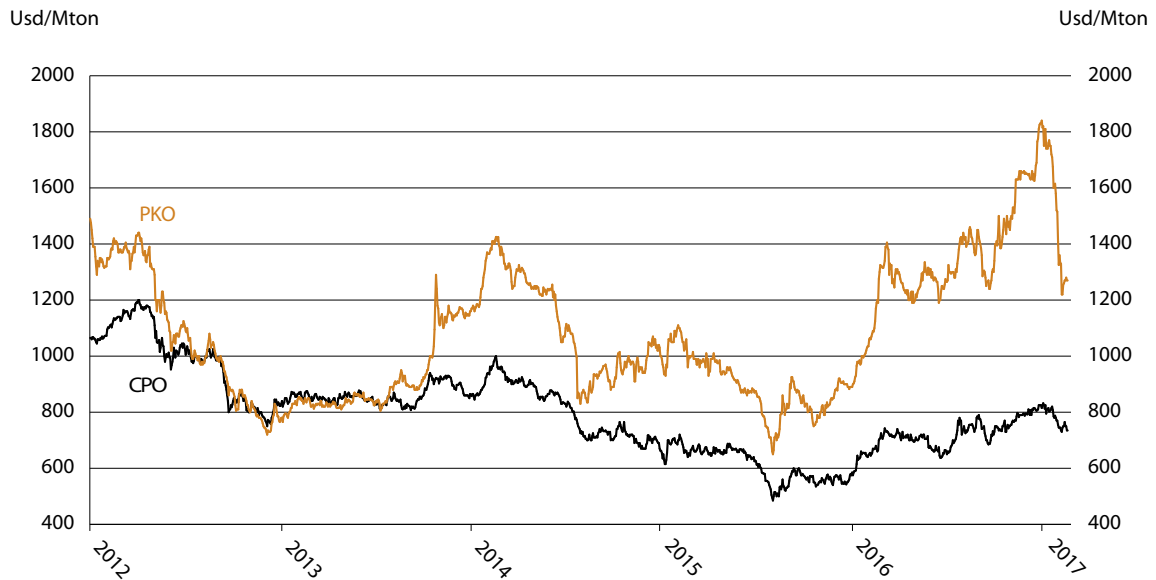
L'évolution des cours du caoutchouc naturel au 2^{ème} semestre dépendra également de nombreux facteurs difficilement maîtrisables tels que l'évolution des cours du pétrole, des devises, de l'action des fonds spéculatifs, etc.

Pour 2017, les dernières prévisions de l'IRSG tablent actuellement sur une hausse de la production de caoutchouc naturel de 5% (12,92 millions de tonnes) contre une hausse de la consommation de 2,9% (12,87 millions de tonnes).

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2017 (*)	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2000	1995
Indonésie	35,0	32,1	33,4	30,8	28,4	26,9	24,1	7,1	4,2
Malaisie	19,9	17,3	20,0	19,6	19,2	18,8	18,9	10,8	7,8
Autres	9,6	9,5	9,1	8,8	8,6	8,0	7,5	4,1	3,2
TOTAL	64,5	58,9	62,5	59,2	56,2	53,7	50,5	22,0	15,2

(*) Estimation.

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2016 à sept 2017 (*)	2016	2015	2014	2013	2012	2010	2008
Palme	64,9	58,9	62,5	59,2	56,2	53,7	45,9	43,6
Soja	53,4	51,5	48,8	45,1	42,7	41,8	40,2	36,8
Colza	24,3	25,0	26,3	26,9	25,2	24,5	24,0	20,0
Tournesol	17,8	16,4	15,1	16,3	14,0	14,8	12,5	10,9
Coton	4,2	4,1	4,7	4,9	5,0	5,1	4,6	5,0
Arachide	4,1	3,7	3,7	3,9	4,0	4,0	4,2	4,2
Palmiste	6,9	6,4	6,8	6,5	6,2	5,9	5,2	5,0
Coprah	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	3,2	3,6	3,2
TOTAL	178,4	168,7	170,8	165,9	156,6	153,0	140,2	128,7

(*) Estimation.

Le marché international en 2016

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2016 est de 700 USD/tonne contre 622 USD/tonne en 2015.

Le ralentissement attendu des productions d'huile de palme, provoqué par les effets retardés de la sécheresse enregistrée en 2015, s'est confirmé en début d'année entraînant une hausse progressive des cours. Après un début d'année difficile, avec des niveaux de prix nettement en dessous des 600 USD/tonne, les cours du CPO CIF Rotterdam ont atteint les 740 USD/tonne à la fin mars et se sont maintenus au-dessus des 700 USD/tonne jusqu'à la fin du mois de mai.

La hausse des cours du pétrole a également favorisé un rebond des cours de l'huile de palme sur cette période. Le baril de Brent après avoir touché les 28 dollars à la fin janvier, s'est en effet apprécié de plus de 70% en 3 mois pour atteindre 48 dollars à la fin avril.

A la fin du mois de juin, la hausse saisonnière des productions et la faiblesse des prix d'autres huiles

végétales, en particulier l'huile de soja, ont fait baisser les cours de l'huile de palme. Début juillet, le CPO CIF Rotterdam repassait sous la barre des 650 USD/tonne.

Les prix ont ensuite connu un sursaut inattendu, provoqué par de nouvelles révisions à la baisse des chiffres de production d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie et par une demande soutenue des pays importateurs, Inde et Chine en tête.

Les cours de l'huile de palme CIF Rotterdam sont progressivement passés de 700 USD/tonne début octobre à plus de 800 USD/tonne à fin décembre.

Alors que la production d'huile de palme augmente chaque année de 2 à 3 millions de tonnes, la production 2016 serait en baisse de près de 3,6 millions de tonnes par rapport à 2015, conséquence directe du temps sec provoqué par le phénomène climatique El Niño en 2015.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Perspectives 2017

En 2017, la production mondiale d'huile de palme devrait connaître un rebond significatif (estimé à 6 millions de tonnes selon certains experts), contribuant ainsi à augmenter fortement l'offre globale d'huiles végétales sur les marchés, ce qui pourrait peser sur les prix.

L'évolution des cours du pétrole, les politiques d'achat des pays importateurs et la mise en place de politiques fiscales incitatives pour les biocarburants notamment, joueront également un rôle déterminant dans l'évolution des cours de l'huile de palme.

Environnement et responsabilité sociale

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable fin 2016. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Un rapport annuel sur ces aspects (sustainability report) est mis à la disposition des actionnaires sur le site internet du Groupe ou sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (hectares)		Hévéa		Palmier
Au 31 décembre 2016				
Immatures (par année de planting)				
2016		1.472		5.077
2015		1.846		5.042
2014		2.951		7.323
2013		2.896		5.638
2012		2.850		466
2011		2.098		920
2010		1.878		-
2009		877		-
2008		209		-
TOTAL		17.077		24.466
Jeunes	(de 8 à 11 ans)	10.367	(de 4 à 7 ans)	22.461
Matures	(de 12 à 22 ans)	8.825	(de 8 à 18 ans)	18.569
Vieux	(plus de 22 ans)	12.004	(plus de 18 ans)	20.429
TOTAL		48.273		85.925

Superficies (hectares)	2016	2015	2014	2013	2012
Palmier	85.925	82.134	77.732	65.009	56.698
Hévéa	48.273	49.427	49.150	43.456	42.615
TOTAL	134.198	131.561	126.882	108.465	99.313

Production	2016	2015	2014	2013	2012
Huile de palme (tonnes)					
Production propre	174.765	163.805	152.293	124.716	117.019
Achats aux tiers	20.626	21.084	15.282	14.977	13.315
Caoutchouc (tonnes)					
Production propre	45.004	50.553	48.659	43.242	39.500
Achats aux tiers	65.050	58.543	46.031	44.638	36.996

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2016	2015	2014	2013	2012
Palmier	168,2	151,2	124,1	114,2	113,2
Hévéa	119,3	121,1	122,3	145,6	173,3
Autres	3,4	3,9	3,8	3,9	3,1
TOTAL	290,9	276,2	250,2	263,7	289,6

Personnel	2016	2015	2014	2013	2012
Effectifs moyens	19.154	20.544	17.240	15.283	13.880

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(millions d'euros)	2016	2015	2014	2013	2012
Chiffre d'affaires	291	276	250	264	290
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	N.a.	N.a.	N.a.	35	65
Résultat opérationnel	36	6	-9	30	156
Résultat « Part du Groupe »	5	-18	-20	10	80
Flux de trésorerie opérationnel	41	143	30	78	49
Flux de trésorerie libre	-30	19	-82	-37	-42

Flux de trésorerie libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(millions d'euros)	2016	2015	2014	2013 (*)	2012 (*)
Actifs biologiques producteurs	387	377	304	575	548
Autres actifs non-courants	291	309	292	252	200
Actifs courants	134	146	132	116	122
Capitaux propres totaux	400	425	407	618	626
Passifs non-courants	161	137	155	160	146
Passifs courants	251	269	165	165	98

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

Données boursières

(euros)	2016	2015	2014	2013 (*)	2012 (*)
Nombre d'actions	17.836.650	17.854.200	17.854.200	16.380.000	16.380.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	296.419.644	320.416.764	304.646.089	463.806.357	468.268.235
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe »	0,30	-0,98	-1,13	0,61	4,93
Dividende par action	0,10	0,00	0,15	0,25	0,50
Cours de bourse					
minimum	11,76	13,55	13,30	16,31	18,90
maximum	15,85	18,00	19,51	21,99	24,38
clôture	15,61	15,00	14,80	17,49	19,90
Capitalisation boursière	278.430.107	267.813.000	264.242.160	286.486.200	325.962.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	33,33%	N.a.	-13,27%	40,98%	10,14%
Dividendes/capitalisation boursière	0,64%	N.a.	1,01%	1,43%	2,51%
Cours de bourse/bénéfice par action	52,03	-15,31	-13,10	28,67	4,05

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

Faits marquants de l'exercice

- Février : Suite à la liquidation de Palmcam (Cameroun), inscription d'actions Socapalm (Cameroun) pour porter le pourcentage de détention à 67,46%. Achat d'actions Safacam ;
- Avril : Souscription à l'augmentation de capital d'Induservices FR (Suisse) ;
- Mai : Souscription à l'augmentation de capital d'Immobilière de la Pépinière (Belgique) ;
- Octobre : Souscription aux augmentations de capital de Sodimex FR (Suisse) et de Plantations Socfinaf Ghana « PSG » ;
- Décembre : Souscription à l'augmentation de capital de Salala Rubber Corporation « SRC ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfinaf S.A. est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président	AGO 1981	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur	AGO 1993	AGO 2017
M. Philippe de Taux	Belge	1951	Administrateur et Secrétaire Général	AGO 1997	AGO 2021
Bolloré Participations représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Française	1969	Administrateur	AGO 1997	AGO 2018
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Jean-Charles de Fauconval	Belge	1959	Administrateur	AGO 1998	AGO 2020
M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur	AGO 2007	AGO 2019
M. Fulgence Koffy	Ivoirienne	1935	Administrateur	AGO 2011	AGO 2017
M. Gbenga Oyeboode	Nigériane	1959	Administrateur	AGO 2011	AGO 2017
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020

Les mandats de Messieurs Vincent Bolloré, Fulgence Koffy et Gbenga Oyeboode, Administrateurs sortants, viennent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2017. Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de ces mandats.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Bolloré Participations

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Luc Boedt

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf et Socfinasia;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Socfinaf au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Fulgence Koffy

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

Gbenga Oyebode

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Okomu Oil Palm Company, Aluko & Oyebode et CFAO Nigeria;
- Administrateur de MTN Nigeria, Nestlé Nigeria et Jazz at the Lincoln Centre.

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs. Il spécifie le terme du mandat et vérifie que l'Administrateur réponde aux critères d'indépendance.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs,

les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2016, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2016 : 81%
- 2015 : 83%
- 2014 : 71%
- 2013 : 76%
- 2012 : 80%

3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2017. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 22 mars 2017, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinaf S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité

de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. au titre de l'exercice 2016 s'élève à EUR 854.133 et pour l'exercice 2015 à EUR 1.372.292.

Les Administrateurs de Socfinaf S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

5. Notification de l'actionariat

Le 31 décembre 2014, Socfinaf a émis 1.474.200 actions nouvelles portant le nombre total d'actions émises à 17.854.200. Toutes les déclarations déposées entre le 1^{er} juillet 2011 et le 31 décembre 2014 se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 16.380.000.

(soit 0,10% du capital) doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. Les droits de vote et les droits au dividende de ces actions sont suspendus. Le nombre de droits de vote total de la Société s'élève à 17.836.650. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	10.497.046	58,85	01/02/2017
Bolloré (a) F-29500 Ergué Gaberic	80.642	0,49 (b)	03/09/2014
Compagnie du Cambodge (a) F-92800 Puteaux	1.157.929	7,07 (b)	03/09/2014
Société Industrielle et Financière de l'Artois (a) F-92800 Puteaux	176.636	1,08 (b)	03/09/2014
Compagnie des Glénans (a) F-29500 Ergué Gaberic	58.993	0,36 (b)	03/09/2014
Total Bolloré (toutes catégories confondues, basé sur les droits de vote agrégés)	1.474.200	9,00 (b)	

(a) = sociétés contrôlées par Vincent Bolloré.

(b) = avant augmentation de capital du 31 décembre 2014.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

6. Calendrier financier

31 mai 2017	Assemblée Générale Ordinaire à 10h
14 juin 2017	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2016 (coupon n° 39)
Fin août 2017	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2017
Fin septembre 2017	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2017
Mi-novembre 2017	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3 ^{ème} trimestre 2017
Fin mars 2018	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2017
Mi-avril 2018	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2017
Mi-mai 2018	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 ^{er} trimestre 2018
30 mai 2018	Assemblée Générale Ordinaire à 10h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé C - CLERC S.A. 1 rue Pletzer L-8080 Bertrange.	En 2016, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 96.580,- TVAC.
---	---

8. Autres informations

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion consolidé

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 31 mai 2017

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 intègrent aux comptes annuels de Socfinaf S.A. toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinaf S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2016 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

Les soldes d'ouverture au 1^{er} janvier 2015 ainsi que les comptes 2015 ont été révisés afin de tenir compte de retraitements de consolidation concernant la capitalisation des charges de développement de la filiale du Sierra Leone en actifs biologiques producteurs ainsi que les retraitements 2015 des comptes sociaux de la filiale du Congo (RDC).

Les impacts de ces retraitements dans les comptes consolidés sont décrits à la note 3.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2016, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 5,3 millions d'euros contre -17,6 millions d'euros en 2015. Il en résulte un profit net par action « Part du Groupe » de 0,30 euro contre une perte de 0,98 euro en 2015.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 290,9 millions d'euros en 2016 contre 276,2 millions d'euros en 2015 (+14,7 millions d'euros). Cette hausse du chiffre d'affaires résulte notamment de la hausse des quantités vendues (+18,3 millions d'euros) ainsi que la hausse des prix (+14,2 millions d'euros). Elle est toutefois atténuée par les effets de change (-13,4 millions d'euros).

Dans la même tendance que le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel s'inscrit à 36,3 millions d'euros contre 6,4 millions d'euros en 2015.

Les autres produits financiers sont en baisse à 3,7 millions d'euros contre 4,2 millions d'euros au 31 décembre 2015. Ils incluent des gains de change

pour un montant de 2,2 millions d'euros contre 2,6 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les charges financières s'établissent à 16,2 millions d'euros contre 18,8 millions d'euros au 31 décembre 2015. Elles sont principalement composées d'intérêts débiteurs pour 8,9 millions d'euros (8,4 millions d'euros en 2015) et de pertes de change pour un montant de 6,2 millions d'euros (9,2 millions d'euros en 2015).

La charge d'impôts est relativement stable. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 12,2 millions d'euros contre 12,5 millions d'euros en 2015.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est en baisse à 3,9 millions d'euros en 2016 contre 6,2 millions d'euros en 2015.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinaf S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 678 millions d'euros contre 686,1 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit une diminution de -8,1 millions d'euros. Les immobilisations corporelles sont notamment l'objet des mouvements suivants : acquisitions (+28,3 millions d'euros), amortissements et réductions de valeur (-28,5 millions d'euros), écarts de conversion principalement liés à la dévaluation du naira et du franc congolais (-30,8 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 134 millions d'euros contre 145,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

La trésorerie est en baisse de -7,3 millions d'euros.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 296,4 millions d'euros contre 320,4 millions d'euros en 2015. Cette baisse des fonds propres de l'ordre de 24 millions d'euros provient, pour l'essentiel, de la diminution de la réserve pour écarts de conversion (-29,3 millions d'euros) liée à la dévaluation du naira et du franc congolais et du résultat de l'exercice (5,3 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe », de 16,62 euros contre 17,95 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2016, le cours de bourse s'élève quant à lui à 15,61 euros.

Rapport de gestion consolidé

Les passifs courants et non-courants sont en augmentation à 412,4 millions d'euros contre 406,4 millions d'euros un an plus tôt. L'endettement est en hausse à 203,1 millions d'euros en 2016 contre 171,9 millions d'euros en 2015. Il s'agit principalement des dettes de Socfinaf S.A. vis-à-vis de Socfin pour 116,3 millions d'euros ainsi que de l'endettement local des filiales pour 86,8 millions d'euros.

Les passifs d'impôts différés s'inscrivent en hausse à 12,1 millions d'euros contre 8,1 millions d'euros en 2015, tandis que les passifs d'impôts exigibles sont en baisse à 14 millions d'euros contre 17,3 millions d'euros en 2015.

Enfin, les autres dettes incluent des avances d'actionnaires à court terme de 40,1 millions d'euros ainsi que des avances du cash pooling pour 75,7 millions d'euros.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2016, la trésorerie nette s'élève à -4,8 millions d'euros en baisse de 1,4 millions d'euros sur l'exercice.

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 50,6 millions d'euros durant l'exercice 2016 (143 millions d'euros en 2015). Il provient principalement de la capacité d'autofinancement pour 72,4 millions d'euros (68,7 millions d'euros lors de l'exercice précédent), de la diminution des avances d'actionnaires pour 31 millions d'euros ainsi que de l'augmentation des avances du cash pooling pour 10,5 millions d'euros.

Les activités d'investissement ont mobilisé 71,1 millions d'euros (124,2 millions d'euros en 2015). Ces activités sont largement influencées par les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevant à 69,2 millions d'euros (117,5 millions d'euros en 2015). Les opérations de financement ont généré 21,9 millions d'euros (contre 13,4 millions d'euros mobilisés en 2015), dont 7 millions d'euros de dividendes (8,9 millions d'euros en 2015).

PERSPECTIVES 2017

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours du dollar US par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique. Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun événement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

SYSTEME GENERAL DE CONTROLE INTERNE ADAPTE AUX SPECIFICITES DES ACTIVITES DU GROUPE

Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales.

Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financières des Conseils d'Administration des filiales.

Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux

Rapport de gestion consolidé

opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicable aux comptes consolidés.

ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable fin 2016. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Un rapport annuel sur ces aspects (sustainability report) est mis à la disposition des actionnaires sur le site internet du Groupe ou sur simple demande au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
SOCFINAF S.A.
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-après de SOCFINAF S.A. et de ses filiales, comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2016 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises

agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, qui pourraient provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur concernant l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés dans le but de définir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non celui d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne dans son ensemble.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de SOCFINAF S.A. et de ses filiales au 31 décembre 2016, ainsi que sa performance financière consolidée et ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 36. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel dont les rapports de gestion et la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais à l'exclusion des états financiers et de nos rapports de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers.

Nos opinions sur les états financiers ne s'étendent à ces autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces dernières.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Autre sujet

Le rapport annuel comprend les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 40 à 41 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 114 sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Bertrange, le 21 avril 2017

C - CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson
Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2016	31/12/2015 Révisé	01/01/2015 Révisé
<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants				
Immobilisations incorporelles	5	4.066.835	634.808	434.923
Immobilisations corporelles	6	246.014.131	271.246.515	259.053.505
Actifs biologiques producteurs	7	387.264.349	377.317.159	318.749.154
Participations dans des entreprises associées	9	25.223.911	26.898.063	24.880.373
Titres disponibles à la vente	10	47.570	506.286	181.512
Avances à long terme		1.639.439	1.608.545	1.678.546
Actifs d'impôts différés	11	13.257.712	7.158.159	3.199.375
Autres actifs non-courants		459.384	744.770	2.257.784
		677.973.331	686.114.305	610.435.172
Actifs courants				
Stocks	12	44.459.436	43.006.178	44.063.958
Créances commerciales	13	17.610.165	21.901.208	16.153.945
Autres créances	14	32.629.429	28.851.363	33.161.181
Actifs d'impôts exigibles	15	11.861.599	17.194.498	13.317.819
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	27.437.600	34.730.973	25.245.352
		133.998.229	145.684.220	131.942.255
TOTAL ACTIFS		811.971.560	831.798.525	742.377.427

Etats financiers consolidés

		31/12/2016	31/12/2015 Révisé	01/01/2015 Révisé
<i>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</i>	Note	EUR	EUR	EUR
<i>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</i>				
Capital souscrit	17	35.708.400	35.708.400	35.708.400
Prime d'émission	17	87.453.866	87.453.866	87.453.866
Réserve légale	18	3.570.840	3.570.840	3.276.000
Réserves consolidées		157.502.704	175.104.210	198.310.669
Ecarts de conversion		6.847.217	36.158.468	13.048.797
Résultat de l'exercice		5.336.617	-17.579.020	-20.227.259
		296.419.644	320.416.764	317.570.473
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	8	103.160.143	104.954.949	104.389.744
<i>Capitaux propres totaux</i>		399.579.787	425.371.713	421.960.217
<i>Passifs non-courants</i>				
Passifs d'impôts différés	11	12.136.884	8.132.326	11.609.999
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	19	5.898.274	7.006.801	6.915.510
Dettes financières à plus d'un an	20	126.151.852	106.658.334	123.761.910
Dettes commerciales à plus d'un an		0	128.769	0
Autres dettes	21	17.236.602	15.129.987	12.699.168
		161.423.612	137.056.217	154.986.587
<i>Passifs courants</i>				
Dettes financières à moins d'un an	20	76.980.243	65.200.010	45.788.022
Dettes commerciales		29.614.470	27.706.265	27.604.752
Passifs d'impôts exigibles	15	13.965.704	17.300.734	15.429.384
Provisions		3.156.473	3.996.615	97.943
Autres dettes	21	127.251.271	155.166.971	76.510.522
		250.968.161	269.370.595	165.430.623
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		811.971.560	831.798.525	742.377.427

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2016	2015 Révisé
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	34	290.907.412	276.169.378
Production immobilisée		40.869.338	65.436.458
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		-398.240	16.396
Autres produits opérationnels		5.099.648	6.894.395
Matières premières et consommables utilisés		-104.367.106	-102.594.184
Autres charges externes		-85.656.533	-100.124.263
Frais de personnel	23	-55.825.252	-59.172.109
Dotations aux amortissements	24	-42.672.257	-63.480.158
Autres charges opérationnelles		-11.626.197	-16.789.659
Résultat opérationnel		36.330.813	6.356.254
Autres produits financiers	26	3.715.898	4.216.785
Plus-values sur cessions d'actifs		93.685	270.306
Moins-values sur cessions d'actifs		-610.021	-912.917
Charges financières	27	-16.197.365	-18.755.954
Résultat avant impôts		23.333.010	-8.825.526
Charge d'impôts sur le résultat	28	-12.178.903	-12.501.642
Charge d'impôts différés	28	3.729.532	6.808.922
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	9	3.903.016	6.205.801
Résultat net de l'exercice		18.786.655	-8.312.445
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		13.450.038	9.266.575
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		5.336.617	-17.579.020
Résultat net par action non dilué	29	0,30	-0,98
Nombre d'actions Socfinaf S.A.		17.836.650	17.854.200
Résultat net par action non dilué		0,30	-0,98
Résultat net par action dilué		0,30	-0,98

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2016	2015
	Note	EUR	Révisé EUR
Résultat net de l'exercice		18.786.655	-8.312.445
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	19	1.114.616	-219.581
Impôts sur les pertes et gains actuariels		-258.029	60.575
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		856.587	-159.006
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		-37.839.409	22.867.753
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		-185.456	672.097
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		-38.024.865	23.539.850
Total des autres éléments du résultat étendu		-37.168.278	23.380.844
Résultat étendu		-18.381.623	15.068.399
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		5.334.310	9.622.412
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		-23.715.933	5.445.987

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2016	2015
	Note	EUR	Révisé EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		5.336.617	-17.579.020
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		13.450.038	9.266.575
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	9	-3.903.016	-6.205.801
Dividendes des entreprises associées	9	7.431.213	6.280.459
Juste valeur de la production agricole		695.594	1.100.190
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		-3.644.815	1.358.445
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		44.118.458	68.105.155
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		516.336	642.611
Charge d'impôts	28	8.449.371	5.692.720
Capacité d'autofinancement		72.449.796	68.661.334
Intérêts payés/reçus		7.602.135	7.766.652
Impôts payés		-12.178.903	-12.501.642
Variation de stocks		-5.527.561	608.936
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		5.849.689	-5.222.359
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-17.085.396	82.314.148
Comptes de régularisation		-508.689	1.398.588
Variation du besoin en fonds de roulement		-17.271.957	79.099.313
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		50.601.071	143.025.657
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-387.274	-151.332
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-69.208.123	-117.459.317
Cessions d'immobilisations corporelles		350.241	467.177
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		-1.779.210	-3.196.568
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	4	-121.426	-3.905.860
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-71.145.792	-124.245.900
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		0	-1.785.420
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-7.026.860	-7.141.940
Produits d'emprunts		66.637.962	18.089.456
Remboursements d'emprunts		-30.107.620	-14.762.662
Intérêts payés/reçus		-7.602.135	-7.766.652
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		21.901.347	-13.367.218
Incidence des écarts de conversion		-2.807.755	1.054.474
Entrées/sorties de périmètre		15.867	0
Variation nette de trésorerie		-1.435.262	6.467.013
Trésorerie au 1 ^{er} janvier	16	-3.319.729	-9.786.742
Trésorerie au 31 décembre	16	-4.754.991	-3.319.729
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-1.435.262	6.467.013

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux proprié- taires de la société mère	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 31 décembre 2014	35.708.400	87.453.866	3.276.000	13.048.797	165.159.026	304.646.089	102.108.970	406.755.059
Révision des comptes d'ouverture (note 3)				0	12.924.384	12.924.384	2.280.774	15.205.158
Situation au 1^{er} janvier 2015	35.708.400	87.453.866	3.276.000	13.048.797	178.083.410	317.570.473	104.389.744	421.960.217
Résultat de l'exercice					-17.579.020	-17.579.020	9.266.575	-8.312.445
Pertes et gains actuariels					-112.494	-112.494	-46.512	-159.006
Ecarts de conversion des entités contrôlées				22.465.404	0	22.465.404	402.349	22.867.753
Variation du résultat étendu des entreprises associées				644.267	27.830	672.097	0	672.097
Résultat étendu				23.109.671	-17.663.684	5.445.987	9.622.412	15.068.399
Affectation à la réserve légale			294.840		-294.840	0	0	0
Dividendes					-1.785.420	-1.785.420	-7.151.607	-8.937.027
Autres variations					-814.276	-814.276	-1.905.600	-2.719.876
Transactions avec les actionnaires					-2.894.536	-2.599.696	-9.057.207	-11.656.903
Situation au 31 décembre 2015	35.708.400	87.453.866	3.570.840	36.158.468	157.525.190	320.416.764	104.954.949	425.371.713
Situation au 1^{er} janvier 2016	35.708.400	87.453.866	3.570.840	36.158.468	157.525.190	320.416.764	104.954.949	425.371.713
Résultat de l'exercice					5.336.617	5.336.617	13.450.038	18.786.655
Pertes et gains actuariels					587.151	587.151	269.436	856.587
Ecarts de conversion des entités contrôlées				-29.454.245	0	-29.454.245	-8.385.164	-37.839.409
Variation du résultat étendu des entreprises associées				142.994	-328.450	-185.456	0	-185.456
Résultat étendu				-29.311.251	5.595.318	-23.715.933	5.334.310	-18.381.623
Annulation d'actions					-234.663	-234.663	0	-234.663
Dividendes					0	0	-7.062.362	-7.062.362
Autres variations					-46.524	-46.524	-66.754	-113.278
Transactions avec les actionnaires					-281.187	-281.187	-7.129.116	-7.410.303
Situation au 31 décembre 2016	35.708.400	87.453.866	3.570.840	6.847.217	162.839.321	296.419.644	103.160.143	399.579.787

	2016	2015
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	0	1.785.420
Nombre d'actions	17.836.650	17.854.200
Dividende par action distribué sur la période	0,00	0,10

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

Socfinaf S.A. (« la Société ») a été constituée le 22 octobre 1961. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas en Afrique.

Socfinaf S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre de commerce sous le n° B 6225.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 21 avril 2017, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

Il n'y a pas de nouvelle norme, mise à jour de normes, ou interprétation majeure, dont l'application est obligatoire pour la première fois au cours de l'exercice comptable ouvert à compter du 1er janvier 2016 et dont l'impact est significatif pour le Groupe.

Socfinaf S.A. a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2016 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés.

Les normes ou amendements publiés mais qui n'ont pas d'application obligatoire qui pourraient avoir une incidence sur les comptes consolidés sont les suivants :

- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable au 1^{er} janvier 2018. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».
- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1^{er} janvier 2018. La nouvelle norme énonce un modèle global unique pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Elle remplace les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, IAS 11, IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31.
- La norme IFRS 16 « Contrats de location », applicable au 1^{er} janvier 2019. La norme annule et remplace la norme IAS 17 actuelle ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).

Il n'y a pas d'autre nouvelle norme, mise à jour et interprétation publiée qui n'a pas encore d'application obligatoire dont l'impact pourrait être significatif pour le Groupe.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2/IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre

Etats financiers consolidés

2016 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinaf S.A. ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinaf S.A. exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2016 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinaf S.A. exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et

50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée à la note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

Etats financiers consolidés

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinaf S.A. et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en

monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « Ecarts de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2016	2015	2016	2015
1 euro est égal à :				
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Cedi ghanéen	4,4274	4,1316	4,3317	4,1395
Naira nigerian	321,58	214,72	272,88 (*)	214,07
Dobra de São Tomé	24.498	24.498	24.498	24.498
Franc congolais	1.281	1.010	1.120	1.022
Dollar américain	1,0541	1,0887	1,1026	1,1041

(*) Suite à la dévaluation du naira nigerian au second semestre 2016, un deuxième taux moyen a été utilisé pour la conversion des produits et charges dans cette devise.

Etats financiers consolidés

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

Actifs biologiques producteurs

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 26 ans
Actifs biologiques producteurs- Hévéa	20 à 33 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile en Afrique et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Production agricole

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un

produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe n'évalue pas la production agricole sur pied (avant la récolte). En effet, par nature cette notion n'est pas applicable à l'hévéa dont la production agricole (latex) se trouve à l'intérieur même de l'arbre. Le Groupe estime, en outre, que la récolte sur pied des palmiers ne peut être évaluée de manière fiable, avec un degré suffisant de certitude sans engendrer des coûts disproportionnés par rapport à l'utilité de l'information ainsi recueillie.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.12. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les

Etats financiers consolidés

autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

- *Autres instruments :*

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, seuls des instruments mentionnés au paragraphe précédent « Autres instruments » ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts réestimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à long terme provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Etats financiers consolidés

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.19. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé depuis la clôture au 31 décembre 2014 de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19. La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Etats financiers consolidés

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.20. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la

comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et les activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle. Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Etats financiers consolidés

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19, IAS 2/IAS 41, IAS 16 et IAS 36. En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)
	2016	2016	2016	2015	2015	2015
AFRIQUE						
Hévéa et palmier						
SOGB S.A.	63,69	73,16	IG	63,69	73,16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	66,12	66,12	IG	66,12	66,12	IG
SAFACAM S.A.	69,05	69,05	IG	68,93	68,93	IG
SOCAPALM S.A.	67,46	67,46	IG	67,46	67,46	IG
Hévéa						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	60,95	70,01	IG	60,95	70,01	IG
Palmier						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	85,00	85,00	IG	85,00	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	67,46	100,00	IG	67,46	100,00	IG
AGRIPALMA LDA	88,00	88,00	IG	88,00	88,00	IG
BRABANTA S.A.	99,80	99,80	IG	99,80	99,80	IG
Autres activités						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	87,06	87,06	IG	87,06	87,06	IG
PALMCAM S.A.	-	-	NC	100,00	100,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	30,00	30,00	MEE	30,00	30,00	MEE
INDUSERVICES FR S.A.	50,00	50,00	MEE	-	-	NC
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SODIMEX FR S.A.	50,00	50,00	MEE	-	-	NC
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
STP INVEST S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
TERRASIA S.A.	33,28	33,28	MEE	33,28	33,28	MEE

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale - MEE : Mise En Equivalence.

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé spécialisée dans la production d'huile de palme.
 - * BEREY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
 - * BRABANTA S.A. est une société de droit congolais spécialisée dans la production d'huile de palme.
 - * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
 - * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
 - * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
 - * INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
 - * LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
 - * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
 - * OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
 - * PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant une participation dans la plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, Socapalm S.A.
 - * PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » LTD est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
 - * SAFACAM S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
 - * SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
 - * SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
 - * SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée en Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
 - * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
 - * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
 - * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
 - * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
 - * SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA » est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
 - * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
 - * SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation de l'huile de palme.
 - * SODIMEX S.A. est une société de droit belge active dans le domaine de l'achat et la vente de matériel destiné aux plantations.
 - * SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
 - * SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
 - * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
 - * STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
 - * SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
 - * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- Sodimex FR S.A. et Induservices FR S.A. ont été constituées en novembre 2015 à hauteur de 50% par Socfinaf S.A. Leurs activités ont réellement débuté au premier semestre 2016, elles sont donc entrées dans le périmètre au 1er janvier 2016 en tant que participations dans des entreprises associées.

Etats financiers consolidés

Note 3. Retraitements des filiales et impacts sur les comptes comparatifs

* Impacts sur le compte de résultat consolidé

EUR	2015 Publié	Retraitements des filiales (*)	2015 Révisé
Production immobilisée	54.548.269	10.888.189	65.436.458
Matières premières et consommables utilisés	-106.623.240	4.029.056	-102.594.184
Autres charges externes	-100.123.410	-853	-100.124.263
Frais de personnel	-59.103.311	-68.798	-59.172.109
Dotations aux amortissements	-55.070.218	-8.409.940	-63.480.158
Autres charges opérationnelles	-16.594.183	-195.476	-16.789.659
Résultat opérationnel	114.076	6.242.178	6.356.254
Charges financières	-18.581.151	-174.803	-18.755.954
Résultat avant impôts	-14.892.901	6.067.375	-8.825.526
Charge d'impôts différés	6.654.947	153.975	6.808.922
Résultat net de l'exercice	-14.533.795	6.221.350	-8.312.445
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle	8.291.050	975.525	9.266.575
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	-22.824.845	5.245.825	-17.579.020

(*) Les retraitements concernent la capitalisation des charges de développement de la filiale du Sierra Leone en actifs biologiques producteurs ainsi que les retraitements 2015 des comptes sociaux de la filiale du Congo (RDC).

* Impacts sur le résultat net par action

2015	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	Résultat net par action non dilué	Résultat net par action dilué
	EUR	EUR par action	EUR par action
Comptes sociaux des filiales	5.245.825	0,29	0,29

Etats financiers consolidés

* Impacts sur l'actif net et les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2015

EUR	01/01/2015 Publié	Retraitements des filiales	01/01/2015 Révisé
Actifs biologiques producteurs	303.543.996	15.205.158	318.749.154
Actif net consolidé	303.543.996	15.205.158	318.749.154
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	304.646.089	12.924.384	317.570.473
Participations ne donnant pas le contrôle	102.108.970	2.280.774	104.389.744
Capitaux propres totaux	406.755.059	15.205.158	421.960.217

* Impacts sur l'actif net et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2015

EUR	31/12/2015 Publié	Retraitements des filiales	31/12/2015 Révisé
Actifs biologiques producteurs	353.761.080	23.556.079	377.317.159
Actifs d'impôts différés	7.002.314	155.845	7.158.159
Autres créances	29.112.463	-261.100	28.851.363
Actifs d'impôts exigibles	17.201.744	-7.246	17.194.498
Actif net consolidé	407.077.601	23.443.578	430.521.179
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	300.506.372	19.910.392	320.416.764
Participations ne donnant pas le contrôle	101.421.763	3.533.186	104.954.949
Capitaux propres totaux	401.928.135	23.443.578	425.371.713

* Impacts sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

EUR	2015 Publié	Retraitements des filiales	2015 Révisé
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	128.108.412	14.917.245	143.025.657
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement	-109.328.655	-14.917.245	-124.245.900
Variation nette de trésorerie	6.467.013	0	6.467.013

Etats financiers consolidés

Note 4. Acquisitions d'activités

Socfinaf S.A. a acquis courant 2016 pour 0,12 million d'euros 0,12% de Safacam S.A.

En octobre 2015, Socfinaf S.A. a acquis pour 3,9 millions d'euros 2,49% de Socapalm S.A.

	2016	2015
	EUR	EUR
Actifs non-courants	42.471	2.911.657
Actifs courants	9.670	903.564
Passifs non-courants	-6.153	-120.828
Passifs courants	-5.987	-1.188.956
Actif net acquis	40.001	2.505.437
Ecarts comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	81.425	1.400.423
Prix total payé	121.426	3.905.860
Réglé en liquidités	-121.426	-3.905.860
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	-121.426	-3.905.860
Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie	-121.426	-3.905.860

Etats financiers consolidés

Note 5. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	19.936	0	1.912.666	1.932.602
Acquisitions de l'exercice	0	68.707	82.625	151.332
Sorties de l'exercice	0	-2.013	-73.910	-75.923
Reclassements vers d'autres postes	0	607.938	-363.239	244.699
Ecart de conversion	0	2.789	-6.039	-3.250
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	19.936	677.421	1.552.103	2.249.460
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-19.936	0	-1.477.743	-1.497.679
Amortissements de l'exercice	0	-46.309	-148.657	-194.966
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	2.013	73.910	75.923
Reclassements vers d'autres postes	0	-320.913	316.987	-3.926
Ecart de conversion	0	-42	6.038	5.996
Amortissements au 31 décembre 2015	-19.936	-365.251	-1.229.465	-1.614.652
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	0	312.170	322.638	634.808
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2016	19.936	677.420	1.552.103	2.249.459
Acquisitions de l'exercice	0	285.693	101.580	387.273
Reclassements vers d'autres postes	3.407.602	-1.799	-399.039	3.006.764
Ecart de conversion	-73.684	3.487	-36.565	-106.762
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	3.353.854	964.801	1.218.079	5.536.734
Amortissements au 1^{er} janvier 2016	-19.936	-365.251	-1.229.465	-1.614.652
Amortissements de l'exercice	-68.152	-55.752	-187.057	-310.961
Reclassements vers d'autres postes	0	0	415.709	415.709
Ecart de conversion	1.474	1.964	36.567	40.005
Amortissements au 31 décembre 2016	-86.614	-419.039	-964.246	-1.469.899
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	3.267.240	545.762	253.833	4.066.835

Etats financiers consolidés

Note 6. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	22.936.502	156.628.107	80.836.896	176.719.428	37.955.370	781.093	475.857.396
Acquisitions de l'exercice	3.613.305	3.183.834	1.947.564	9.615.165	24.770.461	3.361.454	46.491.783
Sorties de l'exercice	-79.188	-424.414	-838.847	-4.447.977	0	0	-5.790.426
Reclassements vers d'autres postes	-10.505.510	9.309.555	2.089.283	837.889	-11.071.242	-2.821.514	-12.161.539
Ecarts de conversion	163.444	3.347.949	-755.238	3.446.975	2.909.063	0	9.112.193
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	16.128.553	172.045.031	83.279.658	186.171.480	54.563.652	1.321.033	513.509.407
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-805.217	-67.630.602	-43.042.714	-105.325.358	0	0	-216.803.891
Amortissements de l'exercice	-384.969	-6.573.958	-5.487.224	-16.264.171	0	0	-28.710.322
Reprises d'amortissements de l'exercice	793	419.320	835.092	3.992.923	0	0	5.248.128
Reclassements vers d'autres postes	0	-9.743	96.579	86.918	0	0	173.754
Ecarts de conversion	-2.235	-488.780	50.561	-1.730.107	0	0	-2.170.561
Amortissements au 31 décembre 2015	-1.191.628	-74.283.763	-47.547.706	-119.239.795	0	0	-242.262.892
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	14.936.925	97.761.268	35.731.952	66.931.685	54.563.652	1.321.033	271.246.515
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2016	16.128.553	172.045.031	83.279.658	186.171.480	54.563.652	1.321.033	513.509.407
Acquisitions de l'exercice	1.936.754	1.790.367	1.666.009	6.729.086	14.025.629	2.164.125	28.311.970
Sorties de l'exercice	-173.068	-38.973	-1.004	-1.867.968	0	0	-2.081.013
Reclassements vers d'autres postes	-1.233.205	32.359.521	1.210.136	4.299.286	-38.045.179	-2.260.457	-3.669.898
Ecarts de conversion	-3.344.060	-6.817.182	-11.044.907	-7.995.677	-1.619.434	0	-30.821.260
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	13.314.974	199.338.764	75.109.892	187.336.207	28.924.668	1.224.701	505.249.206
Amortissements au 1^{er} janvier 2016	-1.191.628	-74.283.763	-47.547.706	-119.239.795	0	0	-242.262.892
Amortissements de l'exercice	-29.326	-9.073.944	-4.936.962	-14.406.568	0	0	-28.446.800
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	8.891	947	1.705.570	0	0	1.715.408
Ecarts de conversion	5.968	1.233.891	4.433.433	4.085.917	0	0	9.759.209
Amortissements au 31 décembre 2016	-1.214.986	-82.114.925	-48.050.288	-127.854.876	0	0	-259.235.075
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	12.099.988	117.223.839	27.059.604	59.481.331	28.924.668	1.224.701	246.014.131

Etats financiers consolidés

Note 7. Actifs biologiques producteurs

	<i>EUR</i>
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015 - Révisé	466.024.464
Acquisitions de l'exercice	70.967.533
Sorties de l'exercice	-4.807.206
Reclassements vers d'autres postes	12.417.357
Ecart de conversion	15.438.921
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015 - Révisé	560.041.069
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-107.932.086
Amortissements de l'exercice	-13.957.764
Reprises d'amortissements de l'exercice	4.239.717
Reclassements vers d'autres postes	-166.443
Ecart de conversion	-1.531.857
Amortissements au 31 décembre 2015	-119.348.433
Réductions de valeur au 1^{er} janvier 2015	-39.343.224
Réductions de valeur	-20.617.109
Ecart de conversion	-3.415.144
Réductions de valeur au 31 décembre 2015 - Révisé	-63.375.477
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	377.317.159
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2016	560.041.069
Acquisitions de l'exercice	40.896.154
Sorties de l'exercice	-7.178.476
Reclassements vers d'autres postes	1.233.205
Ecart de conversion	-25.129.072
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	569.862.880
Amortissements au 1^{er} janvier 2016	-119.348.433
Amortissements de l'exercice	-13.914.497
Reprises d'amortissements de l'exercice	6.689.489
Ecart de conversion	3.079.102
Amortissements au 31 décembre 2016	-123.494.339
Réductions de valeur au 1^{er} janvier 2016	-63.375.477
Ecart de conversion	4.271.285
Réductions de valeur au 31 décembre 2016	-59.104.192
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	387.264.349

Etats financiers consolidés

Note 8. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2016	2015	2016	2015
Production d'huile de palme et de caoutchouc					
SOGB S.A.	Côte d'Ivoire	36%	36%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	Nigeria	34%	34%	34%	34%
SAFACAM S.A.	Cameroun	31%	31%	31%	31%
SOCAPALM S.A.	Cameroun	33%	33%	33%	33%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2016	2015	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	2.996.088	1.942.255	30.939.927	30.161.668
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	7.292.890	3.391.628	19.085.089	20.771.262
SAFACAM S.A.	-324.184	394.071	16.681.663	17.852.998
SOCAPALM S.A.	3.165.681	3.125.148	26.940.951	26.661.316
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			9.512.513	9.507.705
Participations ne donnant pas le contrôle			103.160.143	104.954.949

Etats financiers consolidés

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	27.998.645	97.063.021	27.310.601	15.460.171
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	17.258.003	80.323.401	16.075.001	25.104.488
SAFACAM S.A.	7.964.467	34.979.822	4.931.289	5.067.516
SOCAPALM S.A.	36.287.722	116.934.027	47.749.236	4.852.533

2016	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	34.350.914	97.517.769	35.148.312	11.300.009
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.394.981	62.893.012	16.864.055	13.631.730
SAFACAM S.A.	6.270.781	37.561.071	8.362.296	3.785.269
SOCAPALM S.A.	32.625.794	111.569.010	29.391.645	14.877.246

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	81.520.294	9.136.404	9.136.404	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	45.489.675	13.487.450	13.487.450	415.638
SAFACAM S.A.	16.606.288	2.627.799	2.627.799	660.821
SOCAPALM S.A.	77.844.156	8.976.348	8.976.348	3.038.633

2016	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	85.717.142	9.386.508	9.386.508	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	52.640.724	18.183.910	18.183.910	130.424
SAFACAM S.A.	22.764.961	1.219.178	1.219.178	769.907
SOCAPALM S.A.	72.067.398	8.723.190	8.723.190	3.064.316

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	15.443.141	-9.293.653	-10.063.473	-3.913.986
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.446.268	-16.733.235	8.916.965	12.629.998
SAFACAM S.A.	4.155.143	-7.201.347	2.946.889	-99.315
SOCAPALM S.A.	19.065.072	-8.138.946	-13.449.256	-2.523.130
2016	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	11.785.543	-8.438.449	-10.461.038	-7.113.944
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	27.806.039	-15.510.633	-3.903.899	8.391.507
SAFACAM S.A.	6.173.931	-5.035.656	-3.633.853	-2.495.578
SOCAPALM S.A.	22.154.850	-6.336.547	607.458	16.425.762

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 9. Participations dans des entreprises associées

	2016	2015
	EUR	EUR
Valeur au 1^{er} janvier	26.898.063	24.880.373
Entrées de périmètre (note 2)	458.716	0
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	3.903.016	6.205.801
Dividendes	-7.431.213	-6.280.459
Part des tiers dans l'augmentation de capital	1.554.910	2.780.142
Réductions de valeur sur écarts d'acquisition	0	-726.661
Réductions de valeur sur plus-value de réévaluation sur immeuble	0	-233.497
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	-328.450	27.830
Autres mouvements	168.869	244.534
Valeur au 31 décembre	25.223.911	26.898.063

Etats financiers consolidés

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2016	2016	2015	2015
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.210.848	-51.704	3.462.552	123.764
Immobilière de la Pépinière S.A.	2.259.608	-198.585	1.708.396	-105.821
Induservices S.A.	63.350	967	62.383	-7.933
Induservices FR S.A.	26.984	-615.217	0	0
Management Associates S.A.	97.595	-489.586	587.181	62.808
Socfin Green Energy S.A.	607.361	249.634	457.727	206.412
Socfin Research S.A.	2.356.182	-176.375	2.532.557	-146.687
Socfinco S.A.	1.094.780	308.303	1.636.477	441.726
Socfinco FR S.A.	5.862.922	2.789.847	6.233.701	2.825.713
Socfinde S.A.	1.920.129	59.041	1.861.088	105.761
Sodimex S.A.	922.680	141.352	1.481.327	243.391
Sodimex FR S.A.	740.751	119.327	0	0
Sogescol FR S.A.	5.828.358	1.763.360	6.644.964	2.451.258
Terrasia S.A.	232.363	2.652	229.710	5.409
TOTAL	25.223.911	3.903.016	26.898.063	6.205.801

Etats financiers consolidés

	Produits des activités ordinaires		Produits des activités ordinaires	
	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif
	2016	2016	2015	2015
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.841.772	3.096.450	4.032.124	3.143.950
Immobilière de la Pépinière S.A.	5.930.142	374.690	5.302.528	554.697
Induservices S.A.	1.438.166	3.863.100	1.828.729	5.066.626
Induservices FR S.A.	3.437.744	899.367	0	0
Management Associates S.A.	14.414.795	3.750.945	15.225.039	4.959.494
Socfin Green Energy S.A.	6.581.817	291.622	9.042.508	168.907
Socfin Research S.A.	5.096.600	27.145	5.300.536	0
Socfinco S.A.	2.660.844	2.560.186	3.709.040	2.564.709
Socfinco FR S.A.	13.117.193	21.341.169	13.594.933	22.879.192
Socfinde S.A.	99.624.218	0	13.775.952	0
Sodimex S.A.	4.500.990	12.273.761	12.147.874	15.969.804
Sodimex FR S.A.	5.453.630	7.803.646	0	0
Sogescol FR S.A.	33.462.380	219.052.476	26.096.294	228.451.906
Terrasia S.A.	458.291	0	450.121	0
TOTAL	200.018.582	275.334.557	110.505.678	283.759.285

Données principales des entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	
			2016	2015
			EUR	EUR
Management Associates S.A.	Luxembourg	Transport	0	0
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	3.000.000	3.000.000
Socfinde S.A.	Luxembourg	Société holding de financement	0	0
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériel	700.000	225.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	2.555.137	2.674.989

Etats financiers consolidés

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2015 Révisé	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	1.516.833	13.708.205	887.986	11.650.000
Socfinco FR S.A.	12.590.063	1.004.871	1.159.060	0
Socfinde S.A.	72.270.250	13.721.952	81.150.426	0
Sodimex S.A.	12.124.250	23.624	9.221.609	0
Sogescol FR S.A.	25.249.960	846.334	12.701.887	0
TOTAL	123.751.356	29.304.986	105.120.968	11.650.000

2016	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	1.384.129	13.030.665	1.127.854	10.600.000
Socfinco FR S.A.	11.914.590	1.202.603	1.123.410	0
Socfinde S.A.	88.202.631	11.421.587	94.487.236	0
Sodimex S.A.	4.469.345	31.645	2.671.168	0
Sogescol FR S.A.	32.625.103	837.277	20.544.139	0
TOTAL	138.595.798	26.523.777	119.953.807	10.600.000

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2015	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	171.839	171.839	171.839
Socfinco FR S.A.	5.650.663	5.650.663	5.650.663
Socfinde S.A.	528.804	528.804	528.804
Sodimex S.A.	557.937	557.937	557.937
Sogescol FR S.A.	5.061.955	5.061.955	5.061.955
TOTAL	11.971.198	11.971.198	11.971.198

Etats financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2016	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-112	-112	-112
Socfinco FR S.A.	5.557.910	5.557.910	5.557.910
Socfinde S.A.	295.206	295.206	295.206
Sodimex S.A.	303.557	303.557	303.557
Sogescol FR S.A.	4.294.094	4.294.094	4.294.094
TOTAL	10.450.655	10.450.655	10.450.655

Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
2015	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.687.052	20%	49.771	587.181
Socfinco FR S.A.	12.435.874	50%	15.764	6.233.701
Socfinde S.A.	4.841.776	20%	892.733	1.861.088
Sodimex S.A.	2.926.265	50%	18.195	1.481.327
Sogescol FR S.A.	13.394.407	50%	-52.240	6.644.964
TOTAL	36.285.374		924.223	16.808.261

2016	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.686.940	20%	-385.895	151.493
Socfinco FR S.A.	11.993.783	50%	-133.970	5.862.922
Socfinde S.A.	5.136.982	20%	892.733	1.920.129
Sodimex S.A.	1.829.822	50%	7.769	922.680
Sogescol FR S.A.	12.918.241	50%	-630.763	5.828.358
TOTAL	34.565.768		-250.126	14.685.582

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

Etats financiers consolidés

Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement

	2016	2015
	EUR	EUR
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	-360.998	516.870
Quote-part du Groupe dans le résultat global total	-360.998	516.870
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	10.592.227	10.089.802

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2016 et 2015 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 10. Titres disponibles à la vente

	2016	2015
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	506.286	181.512
Réductions de valeur	0	-133.942
Entrées de l'exercice	0	458.716
Variation de périmètre	-458.716	0
Juste valeur au 31 décembre	47.570	506.286

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2016	2015	2016	2015
Titres disponibles à la vente	181.512	640.228	47.570	506.286

Etats financiers consolidés

Note 11. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2016	2015
	EUR	Révisé EUR
Situation au 1er janvier	7.158.159	3.199.375
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-194.632	297.286
IAS 12 : Latences fiscales	3.553.794	-90.886
IAS 16 : Immobilisations corporelles	1.286.829	1.637.321
IAS 19 : Engagements de retraites	519.425	262.429
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-336.746	1.117.072
IAS 38 : Frais d'établissement	1.238.460	64.130
IAS 38 : Frais de recherche	641.071	0
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	44.201	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	160.395	16.017
Actifs d'impôts différés statutaire	1.467.067	0
Autres	-910.883	285.235
Ecarts de conversion	-1.369.428	370.180
Situation au 31 décembre	13.257.712	7.158.159

* Composants des passifs d'impôts différés

	2016	2015
	EUR	Révisé EUR
Situation au 1er janvier	8.132.326	11.609.999
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-351.647	6.480
IAS 12 : Latences fiscales	4.173.132	1.739.123
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-1.255.400	-4.405.687
IAS 19 : Engagements de retraites	593.921	172.039
IAS 23 : Coûts d'emprunt	0	-616.970
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-462.399	-503.247
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	1.781.515	191.495
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	44.201	-44.201
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	144.356	0
Autres	-670.200	180.076
Ecarts de conversion	7.079	-196.781
Situation au 31 décembre	12.136.884	8.132.326

Etats financiers consolidés

* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Socfinaf S.A. dispose au 31 décembre 2016 de pertes fiscales récupérables de 26,3 millions d'euros et Brabanta S.A. dispose de pertes fiscales récupérables de 16,8 millions d'euros.

Ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Note 12. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2016	2015
	EUR	EUR
Matières premières	16.012.178	12.728.304
Consommables	19.601.615	21.277.904
Produits en cours de fabrication	5.208	11.138
Produits finis	7.273.098	8.466.622
Acomptes versés et commandes en cours	2.892.398	1.638.738
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	45.784.497	44.122.706
Réductions de valeur sur stocks	-1.325.061	-1.116.528
Total net au 31 décembre	44.459.436	43.006.178

* Réconciliation des stocks

	2016	2015
	EUR	EUR
Situation au 1er janvier	44.122.706	45.001.280
Variation de stocks	4.367.448	-777.748
Juste valeur de la production agricole	-695.594	-1.100.190
Ecart de conversion	-2.010.063	999.364
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	45.784.497	44.122.706
Réductions de valeur sur stocks	-1.325.061	-1.116.528
Total net au 31 décembre	44.459.436	43.006.178

Etats financiers consolidés

Note 13. Créances commerciales (actifs courants)

	2016	2015
	EUR	EUR
Créances commerciales	14.632.783	19.239.049
Avances et acomptes versés	2.977.382	2.662.159
Total net au 31 décembre	17.610.165	21.901.208

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élèvent à 0,9 million d'euros aux 31 décembre 2016 et 2015.

Note 14. Autres créances (actifs courants)

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Créances sociales	1.047.918	975.518
Autres créances (*)	30.641.080	26.908.691
Comptes de régularisation	940.431	967.154
Valeur au 31 décembre	32.629.429	28.851.363

(*) Les « Autres créances » sont essentiellement composées :

- chez Socfinaf S.A. de créances envers les sociétés Agrifinal et WAT respectivement de 10 et 2,7 millions d'euros (2015: 7,9 et 2,7 millions d'euros),
- chez SAFA de créances liées au cash pooling envers Socfinde S.A. pour 3,5 millions d'euros (2015: 2 millions d'euros) et
- chez Socapalm S.A. de créances envers Camseeds pour 2 millions d'euros et de créances liées à des projets divers pour 2,3 millions d'euros.

Etats financiers consolidés

Note 15. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1er janvier	17.194.498	13.317.819
Charge d'impôts	280.140	2.395.237
Autres impôts	823.232	6.327.572
Impôts payés ou récupérés	-3.038.316	674.344
Regularisations d'impôts	262.507	-5.726.908
Sorties de périmètre	-1.120.555	0
Ecart de conversion	-2.539.907	206.434
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	11.861.599	17.194.498

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2016	2015
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1er janvier	17.300.734	15.429.384
Charge d'impôts	12.226.340	10.903.039
Autres impôts	16.638.627	26.156.032
Impôts payés ou récupérés	-30.489.940	-30.177.384
Regularisations d'impôts	16.023	-4.784.644
Sorties de périmètre	-663.262	0
Ecart de conversion	-1.062.818	-225.693
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	13.965.704	17.300.734

Etats financiers consolidés

Note 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2016	2015
	EUR	EUR
Comptes à vue	27.437.600	34.730.973
Total au 31 décembre	27.437.600	34.730.973

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2016	2015
	EUR	EUR
Comptes à vue	27.437.600	34.730.973
Concours bancaires courants	-32.192.591	-38.050.702
Total au 31 décembre	-4.754.991	-3.319.729

Note 17. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 35,7 millions d'euros au 31 décembre 2016 ainsi qu'au 31 décembre 2015. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 87,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2016, le capital est représenté par 17.854.200 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions (soit 0,10% du capital) doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

	Actions ordinaires	
	2016	2015
Nombre d'actions au 1er janvier et au 31 décembre	17.854.200	17.854.200
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	17.854.200	17.854.200

Note 18. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées

éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Etats financiers consolidés

Note 19. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations

versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays. Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2016	2015
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	5.898.275	7.006.801
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies		
	5.898.275	7.006.801
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	308.688	317.054
Coûts financiers	677.387	802.165
Ecarts actuariels reconnus dans l'année	58.438	0
Coûts des services passés	-41	-406.912
Coûts des régimes à prestations définies	1.044.472	712.307
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1er janvier	7.006.801	6.915.510
Coûts selon le compte de résultat	1.044.472	712.307
Cotisations	-543.837	-808.045
Ecarts actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	-1.114.616	219.581
Ecarts de conversion	-494.545	-32.552
Au 31 décembre	5.898.275	7.006.801

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2017.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2016	2015
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	455.330	-174.816
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	410.100	213.692
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	249.186	-258.457
<i>Ecart actuariel reconnu durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu</i>	1.114.616	-219.581

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2016	2015
AFRIQUE		
Taux d'actualisation moyen	de 6,57 à 18,16%	de 7,65 à 21,63%
Augmentations futures des salaires	de 1,74 à 7,00%	de 1,74 à 5,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	20,70	20,57

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2016	2015
	EUR	EUR
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	5.728.772	6.778.484
Diminution de 0,5%	6.054.849	7.228.400
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	6.052.383	7.221.960
Diminution de 0,5%	5.731.462	6.783.091

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Etats financiers consolidés

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2017	2016
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	670.228	471.770

	2016	2015
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	1,0	5,8

Régime de pension à cotisations définies

	2016	2015
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	603.879	714.038

Etats financiers consolidés

Note 20. Dettes financières

2015 Révisé			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	12.553.559	32.721.793	45.275.352
Concours bancaires courants	38.050.702	0	38.050.702
Autres emprunts	14.595.749	73.936.541	88.532.290
TOTAL	65.200.010	106.658.334	171.858.344

2016			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	15.308.703	32.191.835	47.500.538
Concours bancaires courants	32.192.591	0	32.192.591
Autres emprunts	29.478.949	93.960.017	123.438.966
TOTAL	76.980.243	126.151.852	203.132.095

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA, dont la parité est liée à l'euro. Les taux des emprunts auprès d'établissements financiers conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 5,00% et 6,80%.

Comme expliqué à la note 35, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2015					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Côte d'Ivoire	13.579.250	6,00% à 6,80%	0	-	13.579.250
Nigeria	7.195.973	9,00%	0	-	7.195.973
Liberia	2.238.909	7,00% à 8,00%	0	-	2.238.909
Cameroun	9.707.661	5,00% à 6,25%	0	-	9.707.661
	32.721.793		0		32.721.793
Autres emprunts					
Europe (note 31)	66.166.667	3,15%	0	-	66.166.667
Liberia (note 31)	7.348.324	8,00%	0	-	7.348.324
Nigeria	245.871	-	0	-	245.871
Côte d'Ivoire	175.679	-	0	-	175.679
	73.936.541		0		73.936.541
TOTAL	106.658.334		0		106.658.334

Etats financiers consolidés

2016					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Côte d'Ivoire	8.357.342	6,00% à 6,80%	0	-	8.357.342
Nigeria	3.646.769	9,00%	0	-	3.646.769
Liberia	1.600.892	7,00% à 8,00%	0	-	1.600.892
Cameroun	18.586.832	5,00% à 6,25%	0	-	18.586.832
	32.191.835		0		32.191.835
Autres emprunts					
Europe (note 31)	89.500.001	3,15%	0	-	89.500.001
Liberia (note 31)	4.175.526	8,00%	0	-	4.175.526
Nigeria	115.559	-	0	-	115.559
Côte d'Ivoire	168.931	-	0	-	168.931
	93.960.017		0		93.960.017
TOTAL	126.151.852		0		126.151.852

* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2015	EUR	CFA	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	23.286.911	7.195.973	2.238.909	32.721.793
Autres emprunts	66.166.667	175.679	245.871	7.348.324	73.936.541
TOTAL	66.166.667	23.462.590	7.441.844	9.587.233	106.658.334

2016	EUR	CFA	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	26.944.174	3.646.769	1.600.892	32.191.835
Autres emprunts	89.500.001	168.931	115.559	4.175.526	93.960.017
TOTAL	89.500.001	27.113.105	3.762.328	5.776.418	126.151.852

Etats financiers consolidés

* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2015						
EUR	2017	2018	2019	2020	2021 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	11.822.352	9.677.435	8.136.402	3.085.604	0	32.721.793
Autres emprunts	26.666.666	26.666.666	12.833.335	7.348.324	421.550	73.936.541
TOTAL	38.489.018	36.344.101	20.969.737	10.433.928	421.550	106.658.334

2016						
EUR	2018	2019	2020	2021	2022 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	13.109.345	11.770.577	5.463.830	1.848.083	0	32.191.835
Autres emprunts	26.666.666	12.833.335	0	54.175.526	284.490	93.960.017
TOTAL	39.776.011	24.603.912	5.463.830	56.023.609	284.490	126.151.852

Note 21. Autres dettes

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Dettes sociales	4.815.098	4.716.935
Autres dettes (*)	138.604.449	163.458.982
Comptes de régularisation	1.068.326	2.121.041
Total au 31 décembre	144.487.873	170.296.958
Dont dettes non-courantes	17.236.602	15.129.987
Dont dettes courantes	127.251.271	155.166.971

(*) Les « Autres dettes » sont principalement composées d'avances d'actionnaires pour 40,1 millions d'euros (71,1 millions d'euros en 2015), ainsi que des dettes liées au cash pooling chez Socfinaf S.A. pour 75,7 millions d'euros (65,2 millions d'euros en 2015).

Etats financiers consolidés

Note 22. Instruments financiers

2015 Révisé	Titres disponibles à la vente (*)		Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Autres actifs et passifs financiers	
	Prêts et emprunts	à la juste valeur			Prêts et emprunts	à la juste valeur
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	506.286	0	506.286	0	0
Avances à long terme	1.106.907	0	501.638	1.608.545	1.106.907	501.638
Autres actifs non-courants	0	0	744.770	744.770	0	744.770
Créances commerciales	0	0	21.901.208	21.901.208	0	21.901.208
Autres créances	0	0	28.851.363	28.851.363	0	28.851.363
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	34.730.973	34.730.973	0	34.730.973
Total actifs	1.106.907	506.286	86.729.952	88.343.145	1.106.907	86.729.952
Passifs						
Dettes financières à plus d'un an	106.658.334	0	0	106.658.334	106.938.677	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	15.129.987	15.129.987	0	15.129.987
Dettes financières à moins d'un an	27.149.308	0	38.050.702	65.200.010	27.149.308	38.050.702
Dettes commerciales (courants)	0	0	27.706.265	27.706.265	0	27.706.265
Autres dettes (courants)	0	0	155.166.971	155.166.971	0	155.166.971
Total passifs	133.807.642	0	236.053.925	369.861.567	134.087.985	236.053.925

2015	Juste valeur				
	EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente		0	0	506.286	506.286

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2016	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)		Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
		au coût	à la juste valeur				
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	47.570	0	0	47.570	0	0
Avances à long terme	1.178.323	0	461.116	0	1.639.439	1.178.323	461.116
Autres actifs non-courants	0	0	459.385	0	459.385	0	459.385
Créances commerciales	0	0	17.610.165	0	17.610.165	0	17.610.165
Autres créances	0	0	32.629.429	0	32.629.429	0	32.629.429
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	27.437.600	0	27.437.600	0	27.437.600
Total actifs	1.178.323	47.570	78.597.695	79.823.588	79.823.588	1.178.323	78.597.695
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	126.151.852	0	0	0	126.151.852	126.304.410	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	17.236.602	0	17.236.602	0	17.236.602
Dettes financières à moins d'un an	44.787.652	0	32.192.591	0	76.980.243	44.787.652	32.192.591
Dettes commerciales (courants)	0	0	29.614.470	0	29.614.470	0	29.614.470
Autres dettes (courants)	0	0	127.251.271	0	127.251.271	0	127.251.271
Total passifs	170.939.504	0	206.294.934	377.234.438	377.234.438	171.092.062	206.294.934
2016							
				Juste valeur			
EUR	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		TOTAL
Titres disponibles à la vente	0		0		47.570		47.570

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

	2016	2015 Révisé
<i>Frais de personnel</i>	EUR	EUR
Rémunérations	50.826.020	53.647.620
Charges sociales et charges liées aux retraites	4.999.232	5.524.489
Total au 31 décembre	55.825.252	59.172.109

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2016	2015
Directeurs	85	83
Employés	3.360	3.854
Ouvriers	15.709	16.607
TOTAL	19.154	20.544

Note 24. Dotations aux amortissements

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Sur immobilisations incorporelles (note 5)	310.961	194.966
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 6)	28.446.800	28.710.322
Sur actifs biologiques producteurs (note 7)	13.914.496	34.574.870
Total au 31 décembre	42.672.257	63.480.158

Note 25. Dépréciations d'actifs

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

En outre, à chaque date de clôture le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Écart d'acquisition sur des participations dans des entreprises associées

Fin décembre 2006, Socfinaf S.A. a acheté au Groupe Bolloré 42,45% de Centrages S.A. et 50% de l'Immobilière de la Pépinière S.A. Ces deux sociétés belges possèdent plusieurs étages de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles.

L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net de ces sociétés a été comptabilisé au niveau des participations dans les entreprises associées pour un montant de 1,5 millions d'euros.

Une évaluation de l'immeuble a été réalisée en juillet 2015 par un expert indépendant.

A chaque date de clôture, le Groupe est attentif à l'existence éventuelle d'indices de pertes de valeur qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation de l'immeuble et par conséquent sur les participations dans des entreprises associées.

Actifs biologiques producteurs

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux

cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2015 se situe entre 9% et 19%. Le Groupe n'a pas calculé de taux d'actualisation pour la clôture 2016. Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation.

Evolution des marges réalisées

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la valeur d'utilité des actifs biologiques producteurs au 31 décembre 2015, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2011 à 2015. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'unité génératrice de trésorerie « UGT ». Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital

Etats financiers consolidés

de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

Test de perte de valeur

Les tests de dépréciation de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition sur des participations dans des entreprises associées

Un rapport d'expertise daté de juillet 2015 a mis en relief l'existence d'indices de perte de valeur relatifs aux vacances locatives importantes des immeubles de bureau dans et aux alentours de Bruxelles ainsi que la relative vétusté des installations et de l'agencement de l'immeuble lui-même.

En 2015, la juste valeur déterminée dans le rapport d'expertise a servi de base au test de perte de valeur de l'immeuble. La valeur recouvrable représente l'actif net des filiales concernées intégrant cette juste valeur. La valeur recouvrable étant plus faible que l'actif net consolidé à la date du test, le Groupe a comptabilisé une perte de valeur sur l'écart

d'acquisition pour un montant de 0,7 million d'euros ainsi qu'une réduction de valeur sur la plus-value de réévaluation de l'immeuble pour un montant net d'impôts différés de 0,2 million d'euros (note 9). Les réductions de valeur portent principalement sur Immobilière de la Pépinière S.A. Il n'y a pas eu de réduction de valeur en 2016.

Test de perte de valeur sur les actifs biologiques producteurs

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue l'indice de perte de valeur fixé par le Groupe. On note une reprise positive des marchés précédemment cités sur le dernier trimestre 2016 montrant des signes de regain quant aux prix que le Groupe peut obtenir sur ces mêmes marchés. Ainsi, au vu de l'absence d'indice, le Groupe n'a pas effectué de test de perte de valeur ni de test de reprise de perte de valeur pour l'exercice 2016.

Le test de dépréciation des actifs biologiques producteurs est réalisé pour la dernière fois pour la clôture 2015.

Au 31 décembre 2015, les tests effectués ont montré que les UGT testées constituées par chacune des entités sont sujettes à des pertes de valeur. Concernant le secteur d'activité Palmier, une réduction de valeur a été comptabilisée sur Brabanta pour 8,7 millions d'euros, PSG pour 2,2 millions d'euros et SAC pour 4,4 millions d'euros. Pour le secteur d'activité Hévéa, les réductions de valeur portent sur SRC pour 1,3 millions d'euros, PSG pour 2,6 millions d'euros et Safacam pour 1,4 millions d'euros. Les réductions de valeur exprimées avant impôts différés ont été comptabilisées sous le poste « Dotations aux amortissements » (note 24).

Etats financiers consolidés

Note 26. Autres produits financiers

	2016	2015
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	535.915	422.130
Intérêts sur autres participations	535.915	409.516
Reprises sur provisions et amortissements financiers	0	12.614
Sur actifs/passifs courants	3.179.983	3.794.655
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	790.236	233.157
Gains de change	2.218.226	2.551.241
Autres	171.521	1.010.257
Total au 31 décembre	3.715.898	4.216.785

Note 27. Charges financières

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	5.208.095	5.699.974
Intérêts et charges financières	5.208.095	5.699.974
Sur actifs/passifs courants	10.989.270	13.055.980
Intérêts et charges financières	3.720.191	2.709.351
Pertes de change	6.228.804	9.170.519
Autres	1.040.275	1.176.110
Total au 31 décembre	16.197.365	18.755.954

Etats financiers consolidés

Note 28. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	12.178.903	12.501.642
Produit d'impôts différés	-3.729.532	-6.808.922
Charge d'impôts au 31 décembre	8.449.371	5.692.720

* Composants du produit d'impôts différés

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
IAS 19 : Engagements de retraites	-180.052	-29.815
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-73.036	154.737
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-157.015	-290.806
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	0	-44.201
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-16.040	-16.017
IAS 12 : Latences fiscales	619.338	1.830.009
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-2.567.208	-6.070.381
IAS 23 : Coûts d'emprunt	0	-616.970
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-129.134	-1.620.320
Autres	-1.226.385	-105.158
Produit d'impôts différés au 31 décembre	-3.729.532	-6.808.922

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	23.333.010	-8.825.526
Taux d'imposition normal de la société mère	29,22%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 25 à 35%	De 25% à 38,50%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	6.979.597	-2.569.040
Exonération d'impôt	0	469.659
Impôts non provisionnés	-1.157.009	482.153
Revenus définitivement taxés	409.754	702.088
Mesures favorables à l'investissement	-9.000.824	-6.749.164
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	3.879.752	1.664.359
Revenus non imposables	0	94.735
Dépenses non déductibles	2.619.500	5.754.135
Déficits reportés imputés	-103.338	-12.986
Déficits à reporter	6.142.377	8.319.007
Rappel d'impôts	236.640	0
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	0	-1.409.495
Ajustements divers	-1.557.078	-1.052.731
Charge d'impôts au 31 décembre	8.449.371	5.692.720

* Changement de taux des filiales

Au cours de l'exercice 2015, le taux d'impôts des sociétés au Cameroun est passé de 38,50 à 33,00%.

Etats financiers consolidés

Note 29. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions

doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

Ces actions ne donnent plus droit aux dividendes ni aux avantages économiques depuis le 1^{er} janvier 2016. Elles ne sont plus en circulation sur le marché. Elles ne sont donc pas prises en compte pour la détermination du dénominateur.

	2016	2015 Révisé
Résultat net (euro)	5.390.516	-17.579.020
Nombre moyen d'actions	17.836.650	17.854.200
Résultat net par action non dilué (euro)	0,30	-0,98

Note 30. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 31 mai 2017, le paiement d'un dividende total de 0,10 euro par action. Pour rappel, compte tenu de la faiblesse des prix des matières premières sur les marchés internationaux constatée

en 2015, aucun acompte sur le dividende de l'exercice 2016 n'a été versé fin 2016.

Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 0,2 million d'euros.

Note 31. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2016	2015
	EUR	EUR
Avantages à court terme	854.133	1.372.292
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

2015 Révisé				
EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000
	0	230.000	0	230.000
Actifs courants				
Créances commerciales	0	5.587.554	0	5.587.554
Autres créances	0	1.750.092	3.384.185	5.134.277
	0	7.337.646	3.384.185	10.721.831
Passifs non-courants				
Dettes financières	66.166.667	7.348.323	0	73.514.990
	66.166.667	7.348.323	0	73.514.990
Passifs courants				
Dettes financières	14.595.749	0	0	14.595.749
Dettes commerciales	0	5.335.148	105.600	5.440.748
Autres dettes	0	69.645.113	71.644.630	141.289.743
	14.595.749	74.980.261	71.750.230	161.326.240
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	121.183.773	22.867	121.206.640
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	36.962.044	1.100.283	38.062.327
Produits financiers	0	5.857	519.185	525.042
Charges financières	2.504.250	897.470	2.101.557	5.503.277

Etats financiers consolidés

2016				
EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000
	0	230.000	0	230.000
Actifs courants				
Créances commerciales	0	11.003.101	0	11.003.101
Autres créances	0	4.258.663	4.675.625	8.934.288
	0	15.261.764	4.675.625	19.937.389
Passifs non-courants				
Dettes financières	89.500.001	4.175.525	0	93.675.526
	89.500.001	4.175.525	0	93.675.526
Passifs courants				
Dettes financières	26.778.948	2.700.000	0	29.478.948
Dettes commerciales	0	5.417.880	1.803	5.419.683
Autres dettes (note 21)	0	77.882.397	40.328.653	118.211.050
	26.778.948	86.000.277	40.330.456	153.109.681
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	120.662.879	9.146	120.672.025
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	26.661.033	1.041.112	27.702.145
Produits financiers	0	0	138.772	138.772
Charges financières	2.607.901	366.627	2.765.990	5.740.518

Socfinaf S.A. n'a payé aucun dividende en 2016 à la maison mère Socfin 2015 : EUR 1.049.705. Socfinaf S.A. a versé des intérêts sur emprunt pour un montant de EUR 2.607.901 en 2016 contre EUR 2.504.250 en 2015.

Note 32. Engagements hors bilan

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10 millions auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 2,6 millions d'euros (2015 : 2,9 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 3 milliards de francs CFA (4,6 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, le matériel professionnel. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 2,9 millions d'euros (2015 : 3,8 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la SIB d'un montant total de 2,680 milliards de francs CFA (4,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que SCC a conclu un acte de délégation d'assurance

au profit de la SIB à hauteur du prêt accordé. SCC a également affecté en garantie hypothécaire du matériel professionnel, à hauteur de 1 milliard de francs CFA (1,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 2,7 millions d'euros (2015 : 3,6 millions d'euros).

En 2015, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira auprès de Zenith Bank Plc, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, les 11.000 hectares de plantation financés par le prêt. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 4,8 millions d'euros (2015 : 8,8 millions d'euros).

Socapalm S.A. a conclu une convention de crédit auprès de la SGBC de 3 milliards de francs CFA (4,6 millions d'euros) dont le contrat stipule que Socapalm s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sur ses actifs sans en faire bénéficier SGBC. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 1,3 millions d'euros (2015 : 2,4 millions d'euros).

Note 33. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société (*)	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011/2012/2013/2014	50 ans	17.724 ha (1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.712 ha
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » LTD	2013/2016	50 ans	18.249 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999/2014	92 à 99 ans	33.113 ha
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha
AGRIPALMA LDA	2009	25 ans	4.917 ha (2)
BRABANTA S.A.	2004/2007/2008/2011/2013/2015	25 ans	29.540 ha

(1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.

(2) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans.

(*) Safacam S.A. possède en propre 15.529 hectares.

Etats financiers consolidés

Note 34. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC).

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria et Cameroun proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc, ceux des secteurs Sierra Leone, Ghana, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC) uniquement des ventes d'huile de palme

et ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2015 Révisé

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-4.578.070
Sierra Leone	369.552	0	-11.156.486
Liberia	18.274.829	0	-7.713.100
Côte d'Ivoire	108.963.051	0	16.532.335
Ghana	609.188	0	5.648.680
Nigeria	45.489.675	0	14.578.871
Cameroun	96.868.758	0	20.807.894
São Tomé et Príncipe	26.823	0	-276.376
Congo (RDC)	5.567.502	0	-7.359.251
Autres	0	0	-1.113.491
TOTAL	276.169.378	0	25.371.006
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-24.772.732
Juste valeur de la production agricole			-1.100.190
Autres retraitements IFRS			8.349.910
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-1.491.740
Produits financiers			4.487.091
Charges financières			-19.668.871
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			6.205.801
Impôts			-5.692.720
Résultat net de l'exercice			-8.312.445

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2016

<i>EUR</i>	<i>Produits des activités ordinaires provenant des clients externes</i>	<i>Produits des activités ordinaires intersecteurs</i>	<i>Résultat sectoriel</i>
Europe	0	0	-3.592.269
Sierra Leone	967.512	0	-4.950.378
Liberia	18.764.874	0	-6.453.554
Côte d'Ivoire	112.997.333	0	15.945.662
Ghana	524.201	0	1.797.444
Nigeria	54.638.274	0	26.052.880
Cameroun	92.813.535	0	16.462.237
São Tomé et Príncipe	71.601	0	-154.664
Congo (RDC)	10.130.082	0	-5.496.716
Autres	0	0	-776.745
TOTAL	290.907.412	0	38.833.897
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-3.804.242
Juste valeur de la production agricole			-695.594
Autres retraitements IFRS			-1.342.845
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			3.339.597
Produits financiers			3.809.583
Charges financières			-16.807.386
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			3.903.016
Impôts			-8.449.371
Résultat net de l'exercice			18.786.655

Etats financiers consolidés

* Total des actifs sectoriels

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Europe	1.202.287	6.067.992
Sierra Leone	132.583.097	106.073.179
Liberia	100.634.298	94.019.849
Côte d'Ivoire	134.995.794	126.169.852
Ghana	53.531.985	50.204.162
Nigeria	79.723.517	92.438.034
Cameroun	178.936.892	188.574.169
São Tomé et Príncipe	16.805.687	14.936.970
Congo (RDC)	68.724.667	88.527.687
Autres	441.592	8.797.636
Total au 31 décembre	767.579.816	775.809.530
IFRS 3/IAS 16 : Actifs biologiques producteurs	-15.790.116	-16.219.908
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	203.731	896.740
Autres retraitements IFRS	-7.497.780	8.092.803
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-17.643.135	-19.742.324
Total des actifs sectoriels consolidés	726.852.516	748.836.841

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales,

les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Europe	116.308.734	138.366.256
Sierra Leone	3.045.073	1.870.233
Liberia	8.986.570	8.822.830
Côte d'Ivoire	9.175.340	8.720.188
Ghana	609.125	4.642.293
Nigeria	7.937.194	7.162.631
Cameroun	13.474.383	15.295.798
São Tomé et Príncipe	181.497	92.213
Congo (RDC)	2.369.278	1.083.933
Autres	173.483	170.840
Total au 31 décembre	162.260.677	186.227.215
Autres retraitements IFRS	-323.883	-144.133
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-5.071.053	-3.209.846
Total des passifs sectoriels consolidés	156.865.741	182.873.236

Etats financiers consolidés

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2015 Révisé

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Sierra Leone	33.156	3.649.193	19.905.808	23.588.157
Liberia	0	8.379.310	5.641.013	14.020.323
Côte d'Ivoire	110.422	5.091.239	4.791.808	9.993.469
Ghana	1.382	9.825.531	18.422.492	28.249.405
Nigeria	0	4.633.223	10.328.215	14.961.438
Cameroun	25.385	12.869.571	3.045.475	15.940.431
São Tomé et Príncipe	0	50.608	2.228.641	2.279.249
Congo (RDC)	0	1.993.108	6.604.081	8.597.189
Autres	1.799	0	0	1.799
TOTAL	172.144	46.491.783	70.967.533	117.631.460

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2016

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Sierra Leone	74.278	1.104.915	9.748.957	10.928.150
Liberia	0	4.990.507	3.998.331	8.988.838
Côte d'Ivoire	122.866	4.324.652	4.394.992	8.842.510
Ghana	115.428	757.517	8.157.160	9.030.105
Nigeria	0	7.093.897	8.416.735	15.510.632
Cameroun	362.059	8.699.977	2.411.643	11.473.679
São Tomé et Príncipe	0	108.042	1.802.335	1.910.377
Congo (RDC)	0	1.232.463	1.966.001	3.198.464
TOTAL	674.631	28.311.970	40.896.154	69.882.755

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2016	2015
	EUR	EUR
Palmier	168.202.037	151.226.347
Hévéa	119.289.479	121.059.844
Autres	3.415.896	3.883.187
TOTAL	290.907.412	276.169.378

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR								2015
								Révisé
Origine	Implantation						Autre(s) pays africain(s)	TOTAL
	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Sierra Leone		
Sierra Leone	0	0	325	0	0	369.227	0	369.552
Liberia	18.274.829	0	0	0	0	0	0	18.274.829
Côte d'Ivoire	87.120.236	17.917.769	0	0	0	0	3.925.046	108.963.051
Ghana	0	0	0	0	0	0	609.188	609.188
Nigeria	9.323.013	0	36.166.661	0	0	0	0	45.489.674
Cameroun	6.341.765	0	0	89.561.687	0	0	965.307	96.868.759
São Tomé et Príncipe	0	0	0	0	0	0	26.823	26.823
Congo (RDC)	0	0	0	0	5.567.502	0	0	5.567.502
TOTAL	121.059.843	17.917.769	36.166.986	89.561.687	5.567.502	369.227	5.526.364	276.169.378

EUR								2016
Origine	Implantation						Autre(s) pays africain(s)	TOTAL
	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Sierra Leone		
Sierra Leone	94.024	0	0	0	0	873.488	0	967.512
Liberia	18.764.874	0	0	0	0	0	0	18.764.874
Côte d'Ivoire	87.430.645	23.762.079	0	0	0	0	1.804.609	112.997.334
Ghana	0	0	0	0	0	0	524.201	524.201
Nigeria	8.062.220	0	46.576.054	0	0	0	0	54.638.274
Cameroun	6.489.284	0	0	85.740.599	0	0	583.651	92.813.534
São Tomé et Príncipe	0	0	0	0	0	0	71.601	71.601
Congo (RDC)	0	0	0	0	10.130.082	0	0	10.130.082
TOTAL	120.841.047	23.762.079	46.576.054	85.740.599	10.130.082	873.488	2.984.062	290.907.412

Note 35. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. Le 31 décembre 2014, Socfinaf S.A. a émis 1.474.200 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Socfin et libérée par un apport en nature constitué de 577.200 actions Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ».

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

*** Risque de prix sur les marchés des matières premières**

Risque potentiel :

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des

matières premières (commodities) sur les marchés internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

*** Risque de devises étrangères**

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

Etats financiers consolidés

* *Risque de taux d'intérêts*

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Etats financiers consolidés

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable fin 2016. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le « Sustainability report » disponible sur demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

** Risque de change*

Les ventes locales de 168,2 millions d'euros en 2016 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes

export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,03 million d'euros.

** Risque de taux d'intérêts*

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 20. Au 31 décembre 2016, il n'y a pas d'emprunts à taux variable.

** Risque de crédit*

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 0,8 million d'euros et 16,8 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2016	2015
	EUR	EUR
Créances commerciales	18.527.465	22.816.311
Réductions de valeur	-917.300	-915.103
Autres créances	32.629.429	28.851.363
Total net des créances	50.239.594	50.752.571
Montant non échu	42.432.418	40.287.050
Montant échu depuis moins de 6 mois	5.655.543	6.221.017
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	2.151.633	3.428.765
Montant échu depuis plus d'un an	0	815.739
Total net des créances	50.239.594	50.752.571

** Risque de liquidité*

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée aux notes 16 et 20.

Etats financiers consolidés

Note 36. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et République Démocratique du Congo), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 37. Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 38. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé

	2016	2015
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	96.580	64.110

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 31 mai 2017

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société arrêtés au 31 décembre 2016.

Activités

Socfinaf S.A. détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale dans les secteurs du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2016	2015
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières	23,1	17,6
Reprise de correction de valeur	0,1	0,5
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	0,5	0,4
Total des produits	23,7	18,5
CHARGES		
Correction de valeur et ajustement de juste valeur	0,0	1,1
Autres charges externes	3,5	4,5
Intérêts et autres charges financières	5,9	5,7
Impôts	1,3	0,3
Total des charges	10,7	11,6
BENEFICE DE L'EXERCICE	13,0	6,9

Les revenus de l'exercice sont constitués de dividendes pour 19,2 millions d'euros, dont ceux reçus de Socapalm (6,4 millions d'euros), de Befin (5,2 millions d'euros), de Socfinco FR (3 millions d'euros), de Sogescol FR (2,6 millions d'euros), de Socfinco (0,8 million d'euros), de Sodimex (0,7 million d'euros), d'Okomu (0,2 million d'euros), de Centrages (0,2 million d'euros) et de Socfin Green Energy (0,1 million

d'euros). Les intérêts sur créances immobilisées s'élèvent à 1,6 millions d'euros. En outre, un boni non récurrent de 2,4 millions d'euros a été dégagé suite à la liquidation de Palmcam.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 13 millions d'euros contre 6,9 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2016, le total du bilan de Socfinaf S.A. s'établit à 466,8 millions d'euros contre 441,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

L'actif de Socfinaf S.A. se compose principalement d'immobilisations financières à hauteur de 451,2 millions d'euros, d'autres créances pour 14,5 millions d'euros et de 1,1 millions d'euros de disponibilités et de valeurs mobilières.

Les fonds propres s'élèvent à 234 millions d'euros avant affectation du résultat.

Portefeuille

Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfinaf S.A. a participé aux augmentations de capital de Plantations Socfinaf Ghana pour un montant de 21,8 millions d'euros, de Salala Rubber Corporation pour 11,8 millions d'euros, d'Immobilier de la Pépinière pour 0,8 million d'euros, d'Induservices FR pour 0,4 million d'euros et de Sodimex FR pour 0,4 million d'euros.

Suite à la liquidation de Palmcam, la totalité des titres Palmcam a été annulée pour 42,6 millions d'euros et 2.877.993 actions Socapalm ont été inscrites pour 34,6 millions d'euros.

Socfinaf S.A. a également acquis pour 0,1 million d'euros d'actions Safacam.

Evaluation

Les participations sont estimées à une valeur globale de 475,7 millions d'euros et présentent une plus-value latente de 237 millions d'euros par rapport à leur valeur d'acquisition comptable éventuellement corrigée.

Participations

Les principales participations directes et indirectes ont évolué comme suit durant les derniers mois :

SAC (Sierra Leone) - 85%

A ce jour près de 25% des palmiers sont entrés en production, le reste de la plantation arrivant progressivement à maturité. Les premières productions d'huile (2.900 tonnes) ont pu être commercialisées localement et des essais d'export ont également été initiés, tandis que la société poursuit la mise en valeur de son verger.

LAC (Liberia) - 100%

Les productions de caoutchouc, en nette progression par rapport à l'année précédente sont cependant 4,5% en dessous du budget. Le résultat, fortement impacté par les cours moyens du caoutchouc, suit la même tendance. Il est également affecté par la charge financière des importants investissements réalisés dans la production d'énergie verte (centrale hydroélectrique, séchoir biomasse). En outre, en 2016, LAC n'a pas acheté de caoutchouc villageois ce

qui aurait permis de répartir les frais fixes sur une production plus importante. Les importants efforts entrepris au niveau de la gestion de la main d'œuvre en fin d'année auront une répercussion favorable sur le prochain exercice.

SRC (Liberia) - 65%

Contrainte d'arrêter la saignée des hévéas, début 2016, en raison de la faiblesse des cours, SRC s'est focalisée sur l'entretien de son verger.

SoGB (Côte d'Ivoire)

Filiale à 73% de Bereby-Finance (Befin) société holding ivoirienne détenue elle-même à hauteur de 87% par Socfinaf S.A.

Compte tenu des cours du caoutchouc, les jeunes et plus vieilles surfaces n'ont pas été exploitées cette année. Néanmoins, les productions sont excellentes et les performances de commercialisation, la bonne gestion des achats de caoutchouc tiers et la maîtrise des coûts se traduisent par un chiffre d'affaires et un résultat nettement supérieurs au budget.

Rapport de gestion social

SCC (Côte d'Ivoire)

Filiale à 70% de Bereby-Finance (Befin).
Achetant 100 % de sa matière première aux villageois, SCC est moins sensible aux cours bas du caoutchouc. Malgré un prix de vente moyen inférieur à celui de l'exercice précédent et du budget, SCC est parvenu à afficher un résultat net en progression de près de 20% par rapport à celui budgété grâce notamment à l'amélioration de la maîtrise de ses coûts (affinage des paramètres d'usinage).

PSG (Ghana) - 100%

La mise en valeur de la plantation s'est poursuivie durant l'exercice 2016.

Okomu (Nigeria) - 66%

En ce qui concerne l'activité hévéa, Okomu a également pris des mesures conservatoires d'arrêt ou report d'exploitation des parcelles les plus jeunes et vieilles. L'activité palmier a, pour sa part, accusé des conditions climatiques défavorables les années précédentes, ce qui impacte les quantités produites. Ceci étant, compte tenu du prix de vente soutenu de l'huile de palme (+28% par rapport au budget), le chiffre d'affaires et le résultat d'Okomu sont nettement supérieurs à ceux budgétés (respectivement +17% et +84%).

Socapalm (Cameroun) - 67%

Compte tenu de la faiblesse des cours du caoutchouc, l'exploitation des surfaces d'hévéas a été suspendue en 2016. Le retard de production d'huile accumulé en début d'année est imputable aux conditions climatiques défavorables des années précédentes. Il n'a pas pu être compensé ensuite et le chiffre d'affaires et le résultat net sont en recul par rapport à l'année précédente de -7% et -13% respectivement. Ceci étant, les premiers mois de 2017 sont encourageants, la pointe de l'activité palmier affichant un rythme de production normal.

SPFS-Palm Or (Cameroun)

Filiale à 100% de Socapalm.
Malgré un retard de production par rapport au budget, l'activité de raffinage affiche une belle progression par rapport à l'exercice précédent.

Safacam (Cameroun)

Filiale à 69% de Safa, société financière détenue elle-même à 100% par Socfinaf S.A.
Bien que les volumes de caoutchouc soient en phase avec le budget, la faiblesse des cours pèse sur les résultats de l'activité. Le repli des productions de l'activité palmier (-13%), imputable aux conditions climatiques des années précédentes, est partiellement compensé par l'entrée en production de la presserie d'amandes de palmistes. Le résultat net est cependant en très net recul par rapport aux résultats antérieurs et au budget.

Agripalma (São Tomé et Príncipe) - 88%

Filiale à 88% de STP Invest S.A., société belge détenue elle-même à hauteur de 100% par Socfinaf.
Dans l'attente de la construction de l'usine prévue pour 2017, la société se concentre sur la mise en valeur de ses jeunes cultures.

Brabanta (République du Congo) - 100%

80% des surfaces plantées étant désormais considérées comme matures, les productions d'huile progressent graduellement malgré une saison sèche fort marquée. Bien que le poids important des amortissements pèse sur les résultats, ceux-ci sont encourageants.

Rapport de gestion social

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 12.991.885,10, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 93.660.697,01 forment un solde bénéficiaire de EUR 106.652.582,11 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

<i>Répartition bénéficiaire</i>	<i>EUR</i>
Report à nouveau	104.670.732,11
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	198.185,00
90% aux 17.836.650 actions	1.783.665,00
soit EUR 0,10 par action	106.652.582,11

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 108.865.834,03 et se présentera comme suit :

<i>Réserves</i>	<i>EUR</i>
Réserve légale	3.570.840,00
Autres réserves	572.889,42
Réserve disponible	51.372,50
Report à nouveau	104.670.732,11
	108.865.834,03

Actions propres

La Société n'a pas procédé, au cours de l'exercice 2016, à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2016, Socfinaf S.A. n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2016, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

Succursale

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

a) b) et

f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 35.708.400 euros représenté par 17.854.200 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction. En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, les actions physiques non déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfinaf S.A. doivent être annulées. Au 18 février 2016, 17.550 titres n'ont pas été déposés et doivent être annulés. Ces titres n'accordent plus de droit de vote.

c) Le 01/02/2017, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 58,85% dans le capital de Socfinaf S.A.

Le 03/09/2014, Compagnie du Cambodge a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 9% dans le capital de Socfinaf S.A. 7,07% sont détenus par Compagnie du Cambodge, 1,08% par Société Industrielle et Financière de l'Artois, 0,49% par Bolloré S.A. et 0,36% par Compagnie des Glénans.

h) Art. 13. des statuts : « La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales.

Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.

Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».

Art. 23. des statuts : « En cas de décès ou de démission d'un Administrateur, il pourra être pourvu provisoirement à son remplacement en observant à ce sujet les formalités prévues par la loi. Dans ce cas, l'Assemblée Générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive ».

Art. 32. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67-1 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ».

i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 5 §3 et 4 : « Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

La Société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinaf S.A. au 31 décembre 2016 avant affectation du résultat de l'exercice s'élève à 471 millions d'euros, soit 26,41 euros par action contre 25,54 euros au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à 15,61 euros au terme de l'exercice 2016 contre 15,00 euros un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Les perspectives d'encaissement de dividendes 2017, suivant les propositions des Conseils d'Administration des filiales concernées, sont en hausse.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, en 2016, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 23.

Nominations statutaires

Les mandats de Messieurs Vincent Bolloré, Fulgence Koffy et Gbenga Oyebode, administrateurs sortants, viennent à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ces mandats pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2023.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
SOCFINAF S.A.
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers sociaux

Nous avons effectué l'audit des états financiers sociaux ci-après de SOCFINAF S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2016 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les états financiers sociaux

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers sociaux conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des états financiers sociaux ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sociaux sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sociaux ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers sociaux. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers

sociaux comportent des anomalies significatives, qui pourraient provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur concernant l'établissement et à la présentation sincère des états financiers sociaux dans le but de définir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non celui d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne dans son ensemble.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers sociaux.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers sociaux donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de SOCFINAF S.A. au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats pour l'exercice se terminant à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 7. La société détient des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel dont les rapports de gestion et la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais à l'exclusion des états financiers et de nos rapports de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers.

Nos opinions sur les états financiers ne s'étendent à ces autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces dernières.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Autre sujet

Le rapport annuel comprend les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion social est en concordance avec les états financiers sociaux et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 40 à 41 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 114 sont en concordance avec les états financiers sociaux et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Bertrange, le 22 mars 2017

C - CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson
Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2016

		2016	2015
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations corporelles			
Autres installations, outillage et mobilier		0,00	10.587,50
Immobilisations financières			
	3		
Parts dans des entreprises liées		238.664.806,60	211.389.404,32
Créances sur des entreprises liées		212.541.455,18	214.344.914,03
		451.206.261,78	425.744.905,85
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.580.744,60	4.575.747,27
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		10.871.862,79	8.431.252,31
		14.452.607,39	13.006.999,58
Valeurs mobilières		248.406,09	0,00
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		860.828,63	2.907.049,50
COMPTES DE REGULARISATION		0,00	2.500,00
		466.768.103,89	441.661.454,93

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

		2016	2015
<i>PASSIF</i>	Note	EUR	EUR
CAPITAUX PROPRES			
	4		
Capital souscrit		35.708.400,00	35.708.400,00
Primes d'émission		87.453.866,21	87.453.866,21
Réserves			
Réserve légale		3.570.840,00	3.570.840,00
Autres réserves		624.261,92	854.274,92
		4.195.101,92	4.425.114,92
Résultats reportés		93.660.697,01	86.742.240,01
Résultat de l'exercice		12.991.885,10	6.918.457,00
		234.009.950,24	221.248.078,14
DETTES			
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est supérieure ou égale à un an		89.500.001,00	66.166.667,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		102.585.260,13	82.048.337,71
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		40.672.892,52	72.198.372,08
		232.758.153,65	220.413.376,79
		466.768.103,89	441.661.454,93

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016

		2016	2015
	Note	EUR	EUR
Autres charges externes		-2.891.530,07	-3.528.051,49
Corrections de valeurs			
a) sur immobilisations corporelles		-10.587,50	-25.410,00
b) sur éléments de l'actif circulant		13.191,61	499.228,47
Autres charges d'exploitation		-617.639,77	-1.020.356,93
Produits provenant de participations			
a) provenant d'entreprises liées	5	23.129.159,96	17.621.082,50
Autres intérêts et autres produits financiers			
b) autres intérêts et produits financiers		561.382,95	422.835,64
Corrections de valeur sur immobilisations financières		0,00	-1.040.638,88
Intérêts et autres charges financières			
b) autres intérêts et charges financières		-5.913.937,54	-5.691.994,36
Impôts sur le résultat		-1.029.154,54	-95.487,95
Résultat après impôt sur le résultat		13.240.885,10	7.141.207,00
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		-249.000,00	-222.750,00
Résultat de l'exercice		12.991.885,10	6.918.457,00

Proposition de répartition bénéficiaire

	2016	2015
	EUR	EUR
Report à nouveau	104.670.732,11	93.660.697,01
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	198.185,00	0,00
90% aux 17.836.650 actions	1.783.665,00	0,00
	106.652.582,11	93.660.697,01
Dividende par action	0,10	0,00

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux états financiers sociaux de l'exercice 2016

Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 22 octobre 1961 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 6225.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet www.socfin.com.

Les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2015 relatifs aux postes de créances sur des entreprises liées, d'avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse et du compte de pertes et profits ont été reclassés afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2016.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR); les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- tous les autres postes de l'actif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- tous les postes de passif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Etats financiers sociaux

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ;
- soit sur les états financiers des sociétés à évaluer ;
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/valeur nominale au début de l'exercice	216.220.739,38	198.694.458,26	214.344.914,03	153.368.673,69	430.565.653,41	352.063.131,95
Augmentations	69.866.481,87	17.526.281,12	20.838.061,66	60.976.240,34	90.704.543,53	78.502.521,46
Diminutions	-42.591.079,59	0,00	-22.641.520,51	0,00	-65.232.600,10	0,00
Prix d'acquisition/valeur nominale à la fin de l'exercice	243.496.141,66	216.220.739,38	212.541.455,18	214.344.914,03	456.037.596,84	430.565.653,41
Corrections de valeur au début de l'exercice	-4.831.335,06	-3.790.696,18	0,00	0,00	-4.831.335,06	-3.790.696,18
Dotations	0,00	-1.046.496,16	0,00	0,00	0,00	-1.046.496,16
Reprises	0,00	5.857,28	0,00	0,00	0,00	5.857,28
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	-4.831.335,06	-4.831.335,06	0,00	0,00	-4.831.335,06	-4.831.335,06
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	238.664.806,60	211.389.404,32	212.541.455,18	214.344.914,03	451.206.261,78	425.734.318,35

Les mouvements de l'exercice sont expliqués principalement par :

- la libération de capital de Plantations Socfinaf Ghana pour un montant de EUR 21.759.656 ;
- la libération de capital de Salala Rubber Company pour un montant de EUR 11.877.638 ;
- la libération de capital d'Immobilier de la Pépinière pour un montant de EUR 750.000 ;
- la libération de capital d'Induservices FR pour un montant de EUR 412.844 ;
- la libération de capital de Sodimex FR pour un montant de EUR 392.066 ;
- l'acquisition de 1.508 actions de la société Safacam pour un montant de EUR 121.426 ;
- la liquidation de Palmcam pour un montant de EUR 42.591.080 ;
- l'acquisition de 2.877.993 actions Socapalm pour un montant de EUR 34.552.851.

Etats financiers sociaux

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Plantations Socfinaf Ghana (*)	Ghana	100,00	32.503.775	31.12.2016	GHS	150.000.000	0
Socfin Agricultural Company Ltd (*)	Sierra Leone	85,00	18.374.034	31.12.2016	USD	26.207.145	-3.792.855
Liberian Agricultural Company (*)	Liberia	100,00	13.793.904	31.12.2016	USD	54.911.132	-4.453.624
Salala Rubber Corporation (*)	Liberia	64,91	23.977.984	31.12.2016	USD	13.603.453	-4.427.172
Bereby-Finances S.A. « BEFIN » (*)	Côte d'Ivoire	87,06	13.604.405	31.12.2016	CFA	14.052.432.412	3.423.064.352
Socapalm S.A. (*)	Cameroun	67,46	40.640.840	31.12.2016	CFA	65.547.110.181	5.110.940.926
Okomu Oil Palm Company Plc (*)	Nigeria	66,12	20.715.218	31.12.2016	NGN	16.977.061.083	4.962.071.981
Brabanta S.A. (*)	Congo (RDC)	99,80	27.745.936	31.12.2016	CDF	12.658.749.665	-6.554.986.062
Induservices S.A.	Luxembourg	30,00	30.000	31.12.2016	EUR	211.166	3.222
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2016	EUR	2.686.941	-112
Socfinde S.A. (*)	Luxembourg	20,00	801.000	31.12.2016	EUR	5.136.982	295.206
Terrasia S.A.	Luxembourg	33,28	246.705	31.12.2016	EUR	457.597	7.975
SAFA	France	100,00	26.535.600	31.12.2016	EUR	23.172.371	1.405.644
Induservices FR S.A.	Suisse	50,00	642.202	31.12.2016	EUR	906.610	-377.793
Socfinco FR S.A. (*)	Suisse	50,00	486.891	31.12.2016	EUR	11.993.784	5.557.910
Sogescol FR S.A. (*)	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2016	USD	13.617.118	4.734.627
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2016	EUR	1.214.720	499.267
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	2.828.922	31.12.2016	EUR	4.990.467	-274.888
Sodimex FR S.A. (*)	Suisse	50,00	621.424	31.12.2016	EUR	1.493.045	250.196
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.577	31.12.2016	EUR	2.877.957	18.265
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.532	31.12.2016	EUR	113.922	-922
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.215.253	31.12.2016	EUR	4.440.237	-366.332
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	1.680.763	31.12.2016	EUR	2.189.559	616.605
Sodimex S.A. (*)	Belgique	50,00	542.488	31.12.2016	EUR	1.829.822	303.557
STP Invest S.A.	Belgique	100,00	3.000.090	31.12.2016	EUR	1.780.092	-1.176
West African Trading Company	Grande-Bretagne	100,00	0	31.12.2016	USD	-2.187.629	-6.862
			238.543.342				

(*) Sur base de données financières auditées.

Etats financiers sociaux

Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1^{er} janvier 2015	35.708.400,00	87.453.866,21	3.276.000,00	840.756,92	77.327.229,22	12.603.650,79	-910.000,00
Affectation du résultat de l'exercice 2014 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 27 mai 2015 :							
• Résultats reportés			294.840,00		9.415.010,79	-9.709.850,79	
• Dividendes						-1.785.420,00	
• Tantièmes						-198.380,00	
• Acomptes sur dividendes 2014						-910.000,00	910.000,00
Extourne coupons prescrits				13.518,00			
Résultat de l'exercice						6.918.457,00	
Situation au 31 décembre 2015	35.708.400,00	87.453.866,21	3.570.840,00	854.274,92	86.742.240,01	6.918.457,00	0,00
Affectation du résultat de l'exercice 2015 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 1 juin 2016 :							
• Résultats reportés					6.918.457,00	-6.918.457,00	
Annulation actions				-234.663,00			
Extourne coupons prescrits				4.650,00			
Résultat de l'exercice						12.991.885,10	
Situation au 31 décembre 2016	35.708.400,00	87.453.866,21	3.570.840,00	624.261,92	93.660.697,01	12.991.885,10	0,00

Capital souscrit et prime d'émission

Au 31 décembre 2016, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 35.708.400. Il est représenté par 17.854.200 actions sans désignation de valeur nominale. Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions doivent être annulées. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts sont en cours, toutefois l'impact de cette loi est reflété dans les comptes (Autres réserves).

Au 31 décembre 2016 et 2015, la prime d'émission s'élève à EUR 87.453.866.

Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Autres réserves

Les autres réserves ont été constituées en 2002 pour un montant de EUR 807.552. Elles ont été augmentées au cours de cet exercice d'un montant de EUR 4.650 qui correspond à l'extourne de coupons prescrits et diminuée d'un montant de EUR 234.663 pour l'annulation des 17.550 actions.

Etats financiers sociaux

Note 5. Produits des immobilisations financières

	2016	2015
	EUR	EUR
Dividendes reçus	19.170.255,28	16.044.881,79
Boni liquidation Palmcam	2.389.052,92	0,00
Intérêts sur créances sur entreprises liées	1.569.851,76	1.576.200,71
	23.129.159,96	17.621.082,50

Note 6. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2016, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 12.813 de jetons de présence et EUR 599.660 de tantièmes.

Note 7. Environnement politique et économique

L'essentiel des participations sont détenues directement ou indirectement dans des sociétés qui opèrent en Afrique, plus particulièrement dans les pays suivants :

- Sierra Leone,
- Liberia,
- Côte d'Ivoire,
- Ghana,
- Nigeria,
- São Tomé et Príncipe,
- Cameroun,
- Congo (RDC).

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique (dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, inflation dans certains cas, situation de guerre civile,...), les titres détenus par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 8. Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

